

## **Consultation à la demande de la Ministre de la Poste concernant un avant-projet de loi modifiant l'article 5 de la loi du 26 janvier 2018 relative aux services postaux pour prévoir un pourcentage de travailleurs salariés dans le secteur de la distribution de colis en Belgique**

---

### **Comment réagir au présent document ?**

---

Jusqu'au mercredi 6 avril 2022  
Uniquement par e-mail à [consultation.sg@ibpt.be](mailto:consultation.sg@ibpt.be)  
Avec la référence CONSULT-2022-B7

Personne de contact : Pierre-Yves Charles, Conseiller (+32 2 226 87 24)

Les réponses sont attendues uniquement par voie électronique à l'adresse précisée.

Merci de joindre ce [formulaire de couverture](#) à votre réponse.

Vos commentaires devraient se référer aux paragraphes et/ou sections auxquels ils se rapportent et indiquer clairement ce qui est confidentiel.

**La présente consultation est faite à la demande de la Ministre de la Poste. En conséquence, il est à noter que l'ensemble des informations communiquées à l'IBPT en réponse à cette consultation seront considérées comme lui étant directement destinées et pourront lui être intégralement transmises en l'état dans lequel elles ont été communiquées, sans autre traitement ou vérification.**

## **TABLE DES MATIÈRES**

1. Contexte.....	3
2. L'avant-projet de loi.....	4
3. Liste de questions sur la manière de rendre le secteur du commerce électronique en Belgique plus durable au niveau social .....	4
4. Annexes.....	5

## 1. Contexte

1. En Belgique, comme dans la plupart des pays, l'e-commerce se développe rapidement. Une étude récente de Comeos montre que 72% de la population belge achète en ligne. De plus, la population belge achète plus souvent en ligne qu'il y a 5 ans. En conséquence, le nombre de colis et d'envois exprès dans le secteur postal a énormément augmenté. Alors qu'en 2010, il y avait environ 72 millions de colis livrés dans notre pays, ces volumes sont passés à environ 336 millions en 2020. Cela représente une croissance inédite de 366% en dix ans<sup>1</sup>. Cette croissance crée des opportunités d'emploi, d'innovation et d'entrepreneuriat, mais présente dans le même temps un certain nombre de risques en matière de fraude et de dumping social.
2. De nombreux opérateurs sont présents dans le segment des colis et des services exprès en Belgique, outre le prestataire désigné en charge du service universel bpost,. En volume, DPD, PostNL, UPS, GLS, Mondial Relay, DHL (Express et Colis), TNT et Fedex sont les plus grands opérateurs alternatifs. Ces opérateurs alternatifs font souvent appel à des sous-traitants pour la distribution, au lieu de leur propre personnel.
3. Cette sous-traitance peut être constituée de personnes qui travaillent à titre d'indépendants (éventuellement pour un sous-traitant) ou de salariés qui travaillent pour un sous-traitant. La distribution est ainsi caractérisée par un recours structurel à la sous-traitance par le biais de petites entreprises. Cette sous-traitance est marquée par une forte dépendance de ces sous-traitants envers leurs donneurs d'ordre, ce qui peut constituer un terrain fertile pour la fraude sociale et fiscale, comme cela ressort notamment de contrôles récents et comme cela est également mentionné par les médias qui ont mis en lumière un problème de fraude sociale dans la distribution de colis chez certains de ces sous-traitants<sup>2</sup>.

---

<sup>1</sup> Comeos, e-Commerce Survey 2020 : [https://static.comeos.be/E-Commerce\\_Belgium\\_10.2020.pdf](https://static.comeos.be/E-Commerce_Belgium_10.2020.pdf)

<sup>2</sup> Voir not. L. BOVE, *La justice menace de fermer les dépôts de PostNL et GLS*, lecho.be, 18.06.2021; E. STEFFENS, *Importante descente de l'inspection du travail dans trois dépôts de PostNL, une dizaine d'infractions constatées*, VRT.be, 22.11.2021; *Reprise du travail demain chez GLS, après 2 jours de grève*, tvcom.be, 31.07.2018.

## 2. L'avant-projet de loi

4. A la demande de la Vice-Première Ministre et Ministre de la Poste, Petra De Sutter, l'IBPT soumet à consultation publique l'avant-projet de loi visé en annexe, visant notamment à modifier l'article 5 de la loi du 26 janvier 2018, afin d'imposer aux prestataires de services postaux d'une certaine taille de recourir à un pourcentage minimal de salariés ou d'intérimaires.
5. En plus des commentaires sur l'avant-projet de loi, l'IBPT souhaite également recevoir, à la demande du Ministre De Sutter, des réponses aux questions suivantes qui sont liées à l'avant-projet de loi :
  - 5.1. Si un pourcentage minimum de personnel propre<sup>3</sup> est imposé par la loi (obligation d'internalisation), comment pensez-vous que ce paramètre devrait être défini (par exemple, pour que l'absentéisme ne soit pas compté, que le travail non déclaré ne soit pas exclu du rapportage et qu'un ETP ait le même poids quel que soit le nombre d'heures de travail) ? Pouvez-vous expliquer l'approche proposée ?
  - 5.2. Lorsqu'un pourcentage minimal de personnel propre est imposé par la loi sur le nombre de colis à livrer, un ratio doit être déterminé pour convertir le nombre de colis en nombre d'ETP afin que l'inspection sociale puisse ensuite effectuer des contrôles. Comment, selon vous, ce ratio "colis/ETP" devrait-il être déterminé ?

## 3. Liste de questions sur la manière de rendre le secteur du commerce électronique en Belgique plus durable au niveau social

6. Outre cette consultation publique, l'IBPT souhaite également recevoir, à la demande du Ministre De Sutter, des réponses aux questions suivantes concernant la durabilité sociale du secteur du commerce électronique en Belgique :
7. Quelle est selon vous la mesure la plus souhaitable pour remédier - par la loi sur les services postaux du 26 janvier 2018 - aux problèmes de fraude sociale et fiscale dans le last mile ?
  - 7.1. Quelles sont les conséquences économiques et sociales possibles de l'approche que vous proposez ?
  - 7.2. L'approche que vous proposez imposera-t-elle une lourde charge administrative aux entreprises concernées ?
  - 7.3. Quelles autorités publiques devraient exercer un contrôle sur l'approche que vous proposez et comment rendre ce contrôle efficace ? Quelles sanctions doivent être imposées en cas de violation ?
  - 7.4. L'approche que vous proposez est-elle efficace, c'est-à-dire qu'elle s'attaque à la totalité des problèmes ?

---

<sup>3</sup> Employé sur la base d'un contrat de travail ou en tant que travailleur intérimaire.

8. Outre l'avant-projet de loi visé au chapitre 2 ci-dessus, la Ministre De Sutter envisage de mettre en œuvre un modèle de licence selon lequel chaque (sous-)entrepreneur doit respecter certaines conditions pour obtenir la licence. Par le biais de la responsabilité conjointe et solidaire échelonnée, chaque acteur de la chaîne peut être tenu responsable du respect des conditions jusqu'au niveau de l'acteur suivant de la chaîne. En cas de non-respect, des sanctions seront imposées au donneur d'ordre. Voici quelques exemples de conditions possibles:
- déclaration du personnel de Dimona
  - l'utilisation du bon code NACE
  - être en possession d'une licence de transport
  - en cas d'activité indépendante : affiliation à une caisse d'assurance sociale et paiement des cotisations sociales
  - signature d'une charte éthique
  - obligation de transparence pour la localisation des dépôts
  - tenue d'un registre électronique des présences du personnel (par exemple via un scanner manuel ou app)
  - rapport annuel du nombre de paquets par numéro de licence travaillée
  - en cas de sous-traitance : rapport annuel sur l'identité du ou des donneurs d'ordre (pour détecter les faux indépendants)
  - rapport annuel sur l'identité des sous-traitants
  - obligation de former le personnel sur ses droits fondamentaux
  - politique active à l'égard du Point de contact pour une concurrence loyale<sup>4</sup>
  - paiement d'une caution au début de la licence (non liée à la licence de transport)
  - être en possession d'un label de durabilité
- 08.1 Quelles sont les conditions que vous considérez comme efficaces et pourquoi ?
- 08.2 Comment peuvent-ils être appliqués et contrôlés et par quelles agences gouvernementales ?
9. Faut-il prendre des mesures uniquement sur le dernier kilomètre ou faut-il également régler d'autres parties de la distribution ?

## 4. Annexes

Annexe 1 : Dispositif

Annexe 2 : Exposé des motifs

---

<sup>4</sup> <https://www.meldpuntsocialefraude.belgie.be/fr/>

Axel Desmedt  
Membre du Conseil

Bernardo Herman  
Membre du Conseil

Luc Vanfleteren  
Membre du Conseil

Michel Van Bellinghen  
Président du Conseil

ROYAUME DE BELGIQUE	KONINKRIJK BELGIË
<b>SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE, P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE</b>	<b>FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE, K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE</b>
<b>[DATE]. - Avant-projet de loi modifiant la loi du 26 janvier 2018 relative aux services postaux</b>	<b>[DATUM] - Voorontwerp van wet tot wijziging van de wet van 26 januari 2018 betreffende de postdiensten</b>
Philippe, Roi des Belges, À tous, présents et à venir, Salut.	FILIP, Koning der Belgen, Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.
La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :	De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt:
<b>Article 1<sup>er</sup>.</b> La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.	<b>Artikel 1.</b> Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.
<b>Art. 2.</b> L'article 2 de la loi du 26 janvier 2018 relative aux services postaux est complété par les 28°, 29° et 30° rédigés comme suit :  « 28° "services de livraison de colis" : les services qui consistent en la levée, le tri, l'acheminement et la distribution de colis ;  29° "colis" : un envoi postal contenant des marchandises, avec ou sans valeur commerciale, autre qu'un envoi de correspondance ;  30° "sous-traitant" : une entreprise qui assure la levée, le tri, l'acheminement ou la distribution de colis pour un autre prestataire de services postaux. ».	<b>Art. 2.</b> Artikel 2 van de wet van 26 januari 2018 betreffende de postdiensten wordt aangevuld met de bepalingen onder 28°, 29° en 30°, luidende:  "28° "pakketbezorgdiensten": diensten die bestaan in de ophaling, de sortering, het vervoer en de distributie van pakketten;  29° "pakket": een postzending die goederen met of zonder handelswaarde bevat, anders dan brievenpost;  30° "onderaannemer": een onderneming die ten behoeve van een andere aanbieder van postdiensten pakketten ophaalt, sorteert, vervoert of distribueert. ”.
<b>Art. 3.</b> A l'article 5 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées :	<b>Art. 3.</b> In artikel 5 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht:
1° il est inséré un paragraphe 1/1 rédigé comme suit :  « § 1/1. Sans préjudice du paragraphe 1er, tout prestataire de services postaux qui a réalisé au cours de l'année civile précédente un chiffre d'affaires annuel, dégagé par les services de livraison de colis qu'il distribue en Belgique, égal	1° er wordt een paragraaf 1/1 ingevoegd, luidende:  "§ 1/1. Onverminderd paragraaf 1, is elke aanbieder van postdiensten die in het voorgaande kalenderjaar een omzet heeft behaald uit pakketbezorgdiensten die hij in België bezorgt die gelijk is aan of hoger is dan 6.500.000 euro vóór

<p>ou supérieur à 6.500.000 euros, avant impôts et hors T.V.A., ou qui a distribué en Belgique au cours de la même période, directement ou indirectement, un nombre de colis égal ou supérieur à 1.100.000, est soumis aux obligations des paragraphes 1/1, 1/2 et 1/3.</p>	<p>belastingen en exclusief btw, of die in België in dezelfde periode, rechtstreeks of onrechtstreeks, een aantal pakketten heeft bezorgd dat gelijk is aan of hoger is dan 1.100.000, onderworpen aan de verplichtingen van paragrafen 1/1, 1/2 en 1/3.</p>
<p>Tout prestataire visé à l’alinéa 1er fait, pour la distribution de colis en Belgique lors de l’année civile en cours, appel exclusivement à des personnes qu’il emploie en vertu d’un contrat de travail ou, lorsque le recours au travail intérimaire est autorisé, à des travailleurs intérimaires, à concurrence d’un pourcentage minimum déterminé à l’alinéa 3. La base de calcul sur laquelle s’applique ce pourcentage est établie conformément aux alinéas 4 et 5.</p>	<p>Elke in eerste lid bedoelde aanbieder doet voor de distributie van pakketten in België in het lopende kalenderjaar, uitsluitend een beroep op personen die hij krachtens een arbeidsovereenkomst tewerkstelt of, indien een beroep op uitzendarbeid is toegestaan, op uitzendkrachten, ten belope van een in lid 3 bepaald minimumpercentage. De berekeningsbasis voor dit percentage wordt bepaald overeenkomstig de leden 4 en 5.</p>
<p>Le pourcentage minimum visé à l’alinéa 2 est égal à :</p> <p>1° 20% à partir du 1er janvier 2023 ; 2° 50% à partir du 1er janvier 2024 ; 3° 80% à partir du 1er janvier 2025.</p>	<p>Het in lid 2 bedoelde minimumpercentage bedraagt:</p> <p>1° 20% vanaf 1 januari 2023; 2° 50% vanaf 1 januari 2024; 3° 80% vanaf 1 januari 2025.</p>
<p>La base de calcul sur laquelle s’applique le pourcentage minimum visé à l’alinéa 3 comprend l’ensemble des personnes physiques distribuant des colis en Belgique pour le prestataire de services postaux visé à l’alinéa 1er, soit directement, soit indirectement en étant au service de l’un de ses sous-traitants non visés à l’alinéa 1er.</p> <p>Cette base de calcul comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les travailleurs sous contrat de travail avec le prestataire de services postaux visé à l’alinéa 1er ;</li> <li>- les travailleurs intérimaires auxquels ce prestataire de services postaux fait appel ;</li> <li>- les travailleurs indépendants auquel ce prestataire de services postaux fait appel ;</li> <li>- les travailleurs sous contrat de travail avec un de ses sous-traitants non visés à l’alinéa 1er ;</li> <li>- les travailleurs intérimaires auxquels ce sous-traitant fait appel ;</li> <li>- les travailleurs indépendants auquel ce sous-traitant fait appel ;</li> </ul>	<p>De berekeningsbasis waarop het in lid 3 bedoelde minimumpercentage wordt toegepast omvat alle fysieke personen die de distributie van pakketten in België uitvoert voor de in het eerste lid bedoelde aanbieder van postdiensten, hetzij rechtstreeks, hetzij onrechtstreeks door in dienst te zijn van een van zijn niet in het eerste lid bedoelde onderaannemers.</p> <p>Deze berekeningsbasis omvat:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- de werknemers in loondienst bij de in het eerste lid bedoelde aanbieder van postdiensten;</li> <li>- de uitzendkrachten waarop die aanbieder van postdiensten een beroep doet;</li> <li>- de zelfstandigen waarop die aanbieder van postdiensten een beroep doet;</li> <li>- de werknemers met een arbeidsovereenkomst bij een van zijn niet in het eerste lid bedoelde onderaannemers;</li> <li>- de uitzendkrachten waarop deze onderaannemer een beroep doet;</li> <li>- de zelfstandigen waarop die onderaannemer een beroep doet;</li> </ul>

<p>- toute autre personne physique distribuant effectivement des colis en Belgique, pour un prestataire de services postaux visé à l’alinéa 1er ou pour un de ses sous-traitants non visés à l’alinéa 1er.</p>	<p>- elke andere fysieke persoon die de distributie van pakketten in België uitvoert voor een in het eerste lid bedoelde aanbieder van postdiensten of voor een van zijn niet in het eerste lid bedoelde onderaannemers.</p>
<p>Le pourcentage minimum visé à l’alinéa 3 et la base de calcul visée aux alinéas 4 et 5 sont déterminés sur base du nombre moyen annuel de travailleurs sous contrat de travail, travailleurs intérimaires et travailleurs indépendants, affectés respectivement par le prestataire de services postaux visé à l’alinéa 1er ou par ses sous-traitants non visés à l’alinéa 1er, à la distribution de colis en Belgique pour ce prestataire de services postaux. L’occupation des travailleurs sous contrats de travail, travailleurs intérimaires et travailleurs indépendants des sous-traitants non visés à l’alinéa 1er ne doit cependant être prise en compte qu’à concurrence de leur affectation à la distribution de colis en Belgique pour le prestataire de services postaux considéré.</p>	<p>Het in lid 3 bedoelde minimumpercentage en de in de leden 4 en 5 bedoelde berekeningsbasis worden bepaald op basis van de gemiddelde jaarlijkse werknemers met een arbeidsovereenkomst, uitzendkrachten en onderaannemers die door de in het eerste lid bedoelde aanbieder van postdiensten of door zijn niet in het eerste lid bedoelde onderaannemers voor de distributie van pakketten in België zijn aangesteld voor deze aanbieder van postdiensten. De tewerkstelling van werknemers in loondienst, uitzendkrachten en zelfstandigen van onderaannemers die niet in het eerste lid zijn bedoeld, wordt echter slechts in aanmerking genomen in zoverre zij worden ingezet voor de distributie van pakketten in België voor de betrokken aanbieder van postdiensten.</p>
<p>Ce nombre annuel moyen est calculé, en équivalent temps plein correspondant à 38 heures par semaine, en divisant par 365 le total des jours civils pendant lesquels, durant une année civile considérée, les personnes physiques visées ci-avant sont affectées, directement ou indirectement, à la distribution de colis en Belgique pour le compte du prestataire de services postaux. En cas d’occupation à temps partiel, lorsque l’horaire effectif n’atteint pas les trois quarts de l’horaire qui aurait été le sien s’il avait été occupé à temps plein, le total des jours civils résultant de la règle générale est divisé par 2.</p>	<p>Dit gemiddelde jaarlijkse aantal wordt berekend, in voltijdsequivalenten gelijk aan 38 uur per week, door het totale aantal kalenderdagen gedurende welke, gedurende een kalenderjaar, de bovenbedoelde fysieke personen direct of indirect worden ingezet voor de distributie van pakketten in België voor de betrokken aanbieder van postdiensten, te delen door 365. In het geval van deeltijdwerk, wanneer de werkelijke arbeidsduur niet driekwart van de voltijdse arbeidsduur bedraagt, wordt het totale aantal kalenderdagen die uit de algemene regel voortvloeien gedeeld door 2.</p>
<p>Lorsque l’occupation d’un travailleur indépendant dépasse 8 heures par jour, le jour civil durant lequel le dépassement a été effectué est comptabilisé à concurrence de 1,5 jour civil dans le cadre du calcul à effectuer conformément à ce qui précède.</p>	<p>Wanneer een zelfstandige meer dan 8 uur per dag werkt, wordt de kalenderdag van de overschrijding in de overeenkomstig het voorgaande uit te voeren berekening tot 1,5 kalenderdag geteld.</p>
<p>Si un prestataire de services postaux est lié, au sens de l’article 1:20 du Code des sociétés et des</p>	<p>Indien een aanbieder van postdiensten verbonden is, in de zin van artikel 1:20 van het Wetboek</p>

<p>associations, à une autre entreprise qui distribue des colis en Belgique, le chiffre d'affaires visé à l'alinéa 1er est calculé sur une base consolidée, et les nombres de colis distribués par chacun des prestataires de services postaux liés, ainsi que les nombres de travailleurs concernés, sont additionnés. » ;</p>	<p>van vennootschappen en verenigingen, met een andere onderneming die pakketten bezorgt in België, wordt de in het eerste lid vermelde omzet berekend op geconsolideerde basis en worden de aantallen pakketten die door iedere verbonden aanbieder van postdiensten worden bezorgd, opgeteld.”;</p>
<p>2° il est inséré un paragraphe 1/2 rédigé comme suit :</p> <p>« § 1er/2. Le prestataire de services postaux visé au paragraphe 1/1, alinéa 1er, tient et met à jour, le cas échéant de manière électronique, un registre des personnes physiques reprenant séparément chaque catégorie de travailleurs évoquée au paragraphe 1/1, alinéas 4 et 5. Pour chaque année civile concernée, les données reprises dans le registre devront être conservées pour une durée de cinq ans.</p>	<p>2° er wordt een paragraaf 1/2 ingevoegd, luidende:</p> <p>“1/2. De in paragraaf 1/1, eerste lid, bedoelde aanbieder van postdiensten houdt, eventueel elektronisch, een register bij, dat wordt bijgewerkt, van de fysieke personen voor elke categorie werknemers als bedoeld in paragraaf 1/1, leden 4 en 5. Voor elk betrokken kalenderjaar moeten de gegevens in het register gedurende een periode van vijf jaar worden bewaard.</p>
<p>Ce registre contient au moins, pour chaque travailleur salarié et travailleur intérimaire auquel tant le prestataire de services postaux visé au paragraphe 1/1 alinéa 1er que le sous-traitant non visé au paragraphe 1/1 alinéa 1er fait appel :</p> <p>1° les nom et prénom du travailleur ;  2° la date d'entrée en service ;  3° la date de fin d'occupation ;  4° la durée hebdomadaire de travail durant laquelle le travailleur est affecté à la distribution de colis en Belgique pour le prestataire de services postaux ;  5° pour les travailleurs intérimaires, l'identité de l'entreprise de travail intérimaire agréée occupant le travailleur intérimaire.</p>	<p>Dit register bevat ten minste voor elke werknemer en elke uitzendkracht waarop een beroep wordt gedaan door zowel de in paragraaf 1/1, eerste lid, bedoelde aanbieder van postdiensten als de niet in paragraaf 1/1, eerste lid, bedoelde onderaannemer:</p> <p>1° de naam en voornaam van de werknemer;  2° de datum van indiensttreding;  3° de datum van uitdiensttreding;  4° de wekelijkse arbeidsduur gedurende welke de werknemer voor de aanbieder van postdiensten is aangesteld om in België pakketten te bezorgen;  5° voor uitzendkrachten, het erkende uitzendbureau dat hen in dienst neemt.</p>
<p>Le même registre contient au moins, pour chaque travailleur indépendant auquel tant le prestataire de services postaux visé au paragraphe 1/1 alinéa 1er que le sous-traitant non visé au paragraphe 1/1 alinéa 1er fait appel :</p> <p>1° l'identité et/ou le numéro d'entreprise du prestataire de services postaux visé au paragraphe 1/1 alinéa 1er ou du sous-traitant non</p>	<p>Dit register bevat ten minste voor elke zelfstandig waarop een beroep wordt gedaan door zowel de in paragraaf 1/1, eerste lid, bedoelde aanbieder van postdiensten als de niet in paragraaf 1/1, eerste lid, bedoelde onderaannemer:</p> <p>1° de identiteit en/of het ondernemingsnummer van de in paragraaf 1/1, eerste lid, bedoelde aanbieder van postdiensten als de niet in paragraaf</p>

<p>visé au paragraphe 1/1 alinéa 1er, au service duquel le travailleur livre des colis en Belgique pour le prestataire de services postaux établissant le registre ;</p> <p>2° les nom et prénom du travailleur ;</p> <p>3° le numéro d'entreprise du travailleur ;</p> <p>4° la date d'entrée en service ;</p> <p>5° la date de fin d'occupation ;</p> <p>6° la durée hebdomadaire de travail ventilée, en ce qui concerne les travailleurs au service de sous-traitants non visés au paragraphe 1/1 alinéa 1er, de manière à ne comptabiliser que la proportion consacrée à la distribution de colis pour le prestataire de services postaux établissant le registre.</p>	<p>1/1, eerste lid, bedoelde onderaannemer, in wiens dienst de werknemer in België pakketten bezorgt voor de aanbieder van postdiensten die het register opstelt;</p> <p>2° de naam en voornaam van de werknemer;</p> <p>3° het ondernemingsnummer van de werknemer;</p> <p>4° de datum van indiensttreding;</p> <p>5° de datum van uitdiensttreding;</p> <p>6° de wekelijkse arbeidstijd, uitgesplitst, ten aanzien van werknemers in dienst van niet in paragraaf 1/1, eerste lid, bedoelde onderaannemers, zodat alleen het gedeelte wordt meegeteld dat wordt besteed aan het bezorgen van pakketten voor de aanbieder van postdiensten die het register opstelt.</p>
<p>Au plus tard le 30 juin de chaque année civile, le prestataire de services postaux visé au paragraphe 1/1, alinéa 1er, mentionne dans le registre visé à l'alinéa 1er, par catégorie de travailleur, le nombre moyen de travailleurs qu'il a directement ou indirectement affectés durant l'année civile précédente à la distribution de colis. Ce nombre moyen annuel est calculé, au niveau du prestataire de services postaux, conformément aux dispositions de du paragraphe 1/1.</p>	<p>Uiterlijk op 30 juni van elk kalenderjaar schrijft de in paragraaf 1/1, eerste lid, bedoelde aanbieder van postdiensten in het eerste lid bedoelde register, per categorie werknemers, het gemiddelde aantal werknemers die hij in het voorgaande kalenderjaar rechtstreeks of onrechtstreeks voor de bezorging van pakketten heeft ingezet. Dit jaarlijkse gemiddelde aantal wordt, op het niveau van de aanbieder van postdiensten, berekend overeenkomstig de bepalingen van paragraaf 1/1.</p>
<p>3° il est inséré un paragraphe 1/3 rédigé comme suit :</p> <p>« § 1er/3. Au plus tard le 30 juin de chaque année civile, tout prestataire de services postaux visé au paragraphe 1/1, alinéa 1er, communique à l'Institut le nombre total de colis qui ont été distribués au cours de l'année civile précédente en Belgique, ventilé en colis pour la distribution desquels le prestataire de services postaux fait appel à des personnes qu'il emploie en vertu d'un contrat de travail ou à des travailleurs intérimaires, à des sous-traitants qui sont soumis à l'obligation visée au paragraphe 1/1, alinéa 1er, et à des sous-traitants qui ne sont pas soumis à l'obligation visée au paragraphe 1/1, alinéa 1er, ainsi que pour chaque sous-traitant, le nombre de colis pour lesquels il a été fait appel à ce der-</p>	<p>3° er wordt een paragraaf 1/3 ingevoegd, luidende:</p> <p>"1/3. Uiterlijk op 30 juni van elk kalenderjaar moeten alle in paragraaf 1/1, eerste lid, bedoelde aanbieders van postdiensten het aantal pakketten dat in het voorgaande kalenderjaar in België werd bezorgd, uitgesplitst in pakketten waarvoor de aanbieder van postdiensten een beroep doet op personen die hij op basis van een arbeidsovereenkomst in dienst heeft of op uitzendkrachten, op onderaannemers die aan de in paragraaf 1/1, eerste lid bedoelde verplichting onderheven zijn en op onderaannemers die niet aan de in paragraaf 1/1, eerste lid bedoelde verplichting onderheven zijn, bij het Instituut indienen, alsook voor iedere onderaannemer, het aantal pakketten waarvoor beroep gedaan werd</p>

<p>nier et son identité. L'Institut publie pour information une liste indicative des prestataires de services postaux soumis à l'obligation visée au paragraphe 1/1, alinéa 1er.</p>	<p>op deze en diens identiteit. Het Instituut publiceert ter informatie een lijst van onderaannemers die aan de in paragraaf 1/1, eerste lid bedoelde verplichting onderhevig zijn.</p>
<p>4° dans le paragraphe 2, les mots « du paragraphe 1/3 et » sont insérés entre les mots « le non-respect » et les mots « des autres articles de cette loi » et les mots « du § 1er » sont remplacés par les mots « des paragraphes 1er, 1/1 et 1/2 ».</p>	<p>4° in paragraaf 2 worden de woorden "van paragraaf 1/3 en" ingevoegd tussen de woorden "de niet-naleving" en de woorden "van de andere artikelen van deze wet" en worden de woorden "de eerste paragraaf" vervangen door de woorden "de paragrafen 1, 1/1 en 1/2".</p>
<p><b>Art. 4.</b> Dans le livre 2 du Code pénal social, il est inséré un chapitre 4/1 intitulé comme suit :</p> <p>« Distribution de colis par un prestataire de services postaux ».</p>	<p><b>Art. 4.</b> In boek 2 van het Sociaal Strafwetboek wordt een hoofdstuk 4/1 ingevoegd met als opschrift:</p> <p>"Distributie van pakketten door een aanbieder van postdiensten".</p>
<p><b>Art. 5.</b> Dans le chapitre 4/1 du même Code, inséré par l'article 4 de la présente loi, il est inséré un article 180/1 rédigé comme suit :</p> <p>« Art. 180/1. Le pourcentage minimum de personnes occupées en vertu d'un contrat de travail ou à titre de travailleurs intérimaires par un prestataire de services postaux en faisant appel à des personnes occupées en vertu d'un contrat de travail ou à des travailleurs intérimaires, en violation de l'article 5, §1/1 de la loi du 26 janvier 2018 relative aux services postaux.</p> <p>Est puni d'une sanction de niveau 3, le prestataire de services postaux, son préposé, ou son mandataire, qui, au cours d'une année civile, a distribué des colis en Belgique, à concurrence d'un pourcentage de travailleurs inférieur au pourcentage minimum requis par l'article 5, § 1/1, de la loi du 26 janvier 2018 relative aux services postaux.</p> <p>L'amende est multipliée par le nombre de travailleurs supplémentaires que le prestataire de service postaux aurait dû occuper dans le cadre d'un contrat de travail ou en tant que travailleur intérimaire au cours de l'année civile considérée</p>	<p><b>Art. 5.</b> In hoofdstuk 4/1 van hetzelfde Strafwetboek, ingevoegd bij artikel 4 van deze wet, wordt een artikel 180/1 ingevoegd, luidende:</p> <p>"Art. 180/1. Het minimumpercentage van personen die op basis van een arbeidsovereenkomst of als uitzendkracht tewerkgesteld zijn door een aanbieder van postdiensten door een beroep te doen op personen die op basis van een arbeidsovereenkomst of als uitzendkracht tewerkgesteld zijn, in strijd met artikel 5, § 1/1, van de wet van 26 januari 2018 betreffende de postdiensten</p> <p>Met een boete van niveau 3 wordt bestraft, een aanbieder van postdiensten, zijn aangestelde of zijn gevolmachtigde die gedurende een kalenderjaar pakketten in België bezorgd heeft ten belope van een percentage van werknemers dat lager is dan het minimumpercentage dat vereist is door artikel 5, § 1/1, van de wet van 26 januari 2018 betreffende de postdiensten.</p> <p>De geldboete wordt vermenigvuldigd met het aantal bijkomende werknemers dat de aanbieder van postdiensten in het beschouwde kalenderjaar had moeten tewerkstellen op basis van een arbeidsovereenkomst of als uitzendkracht in</p>

<p>en vertu de l'article 5, § 1/1, de la loi précitée du 26 janvier 2018. »</p>	<p>de loop van het beschouwde kalenderjaar krachtens artikel 5, § 1/1, van de voormelde wet van 26 januari 2018. "</p>
<p><b>Art. 6.</b> Dans le chapitre 4/1 du même Code, inséré par l'article 4 de la présente loi, il est inséré un article 180/2 rédigé comme suit :</p> <p>« Art. 180/2. Tenue du registre des travailleurs affectés à la livraison de colis</p> <p>Est puni d'une sanction de niveau 2, le prestataire de services postaux, son préposé ou son mandataire, qui n'établit pas de manière conforme à l'article 5, § 1/2, de la loi du 26 janvier 2018 relative aux services postaux, un registre des travailleurs affectés à la livraison de colis, ou qui n'en conserve pas les données conformément à l'article 5, § 1/2, de la loi précitée du 26 janvier 2018.</p> <p>L'amende est multipliée par le nombre de travailleurs concernés. ».</p>	<p><b>Art. 6.</b> In hoofdstuk 4/1 van hetzelfde Strafwetboek, ingevoegd bij artikel 4 van deze wet, wordt een artikel 180/2 ingevoegd, luidende:</p> <p>“Art. 180/2. Bijhouden van het register van werknemers die ingezet worden voor pakketbezorging</p> <p>Met een boete van niveau 2 wordt bestraft, een aanbieder van postdiensten, zijn aangestelde of zijn gevolmachtigde die in strijd met artikel 5, § 1/2, van de wet van 26 januari 2018 betreffende de postdiensten, geen register aanlegt van de werknemers die voor pakketbezorging ingezet worden, of die de gegevens ervan niet bewaart in overeenstemming met artikel 5, § 1/2, van de voornoemde wet van 26 januari 2018.</p> <p>De boete wordt vermenigvuldigd met het aantal betrokken werknemers.”.</p>
<p><b>Art. 7.</b> L'article XVII.2 du Code de droit économique est complété par le 17° rédigé comme suit :</p> <p>« 17° le non-respect des dispositions de l'article 5, § 1/1, de la loi du 26 janvier 2018 relative aux services postaux. ».</p>	<p><b>Art. 7.</b> Artikel XVII.2 van het Wetboek van economisch recht wordt aangevuld met de bepaling onder 17°, luidende:</p> <p>“17° de niet-naleving van de bepalingen van artikel 5, § 1/1, van de wet van 26 januari 2018 betreffende de postdiensten.”.</p>
<p><b>Art. 8.</b> Dans l'article 14, § 2, 3° de la loi du 17 janvier 2003 relative au statut du régulateur des secteurs des postes et télécommunications belges, modifiée en dernier lieu par la loi du 21 décembre 2021 portant transposition du Code des communications électroniques européen et modification de diverses dispositions en matière de communications électroniques, le j) est inséré, rédigé comme suit :</p>	<p><b>Art. 8.</b> In artikel 14, § 2, 3°, van de wet van 17 januari 2003 met betrekking tot het statuut van de regulator van de Belgische post- en telecommunicatiesector, laatst gewijzigd bij de wet van 21 december 2021 houdende omzetting van het Europees wetboek voor elektronische communicatie en wijziging van diverse bepalingen inzake elektronische communicatie, wordt een bepaling onder j) ingevoegd, luidende:</p> <p>“j) de sociale inspecteurs van de algemene directie Toezicht op de Sociale Wetten van de Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid</p>

<p>« j) les inspecteurs sociaux de la Direction générale du Contrôle des lois sociales du Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale. Sur proposition du ministre ayant l'emploi et le travail dans ses attribution, le Roi peut fixer les modalités de la coopération et de l'échange d'information entre cette instance et l'Institut ; ».</p>	<p>en Sociaal Overleg. Op voordracht van de minister die werkgelegenheid en werk onder zijn bevoegdheden heeft, kan de Koning de nadere regels inzake samenwerking en uitwisseling van informatie tussen deze instantie en het Instituut vaststellen; ”.</p>
<p><b>Art. 9.</b> La présente loi entre en vigueur le 1er janvier 2023.</p>	<p><b>Art. 9.</b> Deze wet treedt in werking op 1 januari 2023.</p>

ROYAUME DE BELGIQUE	KONINKRIJK BELGIË
SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE, P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE	FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE, K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE
[DATE]. - Avant-projet de loi modifiant la loi du 26 janvier 2018 relative aux services postaux	[DATUM] - Voorontwerp van wet tot wijziging van de wet van 26 januari 2018 betreffende de postdiensten
EXPOSE DES MOTIFS	MEMORIE VAN TOELICHTING
EXPOSÉ GÉNÉRAL	ALGEMENE TOELICHTING
<b>1. Problématique et objectif</b>	<b>1. Problematiek en doelstelling</b>
<p>Le secteur de la distribution des colis est en croissance en raison du développement rapide et continu de l'e-commerce. Cet essor qui génère des opportunités en matière d'emploi, d'innovation et d'entrepreneuriat, comporte également un certain nombre de risques, notamment en matière de fraude et de dumping social. Le présent avant-projet de loi vise à encadrer le recours à la sous-traitance dans ce secteur, pour que la concurrence puisse s'y exercer de manière loyale et qu'elle ne soit plus biaisée par un phénomène de pression insoutenable sur les conditions de travail au niveau de la distribution des colis. Ceci permettra de garantir un développement pérenne du secteur, dans l'intérêt, et non plus au détriment, des plus faibles et de la collectivité.</p> <p>La distribution est le dernier des quatre « services postaux » consistant en la levée, le tri, l'acheminement et la distribution. Cette dernière étape de la chaîne postale (dite du « last-mile ») comprend le processus allant du tri au centre de distribution, jusqu'à la remise des colis aux destinataires (voy. art. 2, 6°, loi du 26 janvier 2018 relative aux services postaux, ci-après la « loi postale »). Sont visés ici la préparation de la tournée (et non le service de tri à proprement parler qui précède cette dernière étape), leur placement dans le véhicule, leur transport et leur remise à l'adresse indiquée. Ce service de distribution est dans certains cas effectué dans</p>	<p>De sector van de pakketdistributie is in volle groei, als gevolg van de snelle en aanhoudende ontwikkeling van de e-commerce. Deze groei biedt kansen op het vlak van werkgelegenheid, innovatie en ondernemerschap, maar brengt ook risico's met zich mee, namelijk op het vlak van fraude en sociale dumping. Dit voorontwerp van wet beoogt het beroep op onderaanneming binnen deze sector te omkaderen, zodat de mededinging op loyale manier kan worden uitgeoefend, en niet langer gebukt gaat onder onhoudbare druk op de werkomstandigheden bij de distributie van pakketten. Dit zal leiden tot een duurzame ontwikkeling van de sector, in het belang van, en niet langer ten koste van, de zwaksten en de collectiviteit.</p> <p>De distributie is de laatste van de vier postdiensten, die bestaan uit het ophalen, het sorteren, het vervoeren en de distributie. Deze laatste stap van de postketen (de zogenaamde "last-mile") omvat het proces gaande van het sorteren in distributiecentra tot het bestellen van pakketten aan de geadresseerden (zie art. 2, 6°, wet van 26 januari 2018 betreffende de postdiensten, hierna de "postwet"). Het gaat om de voorbereiding van de bedelingsronde (en niet om de sorteerdienst als zodanig, die aan deze laatste stap voorafgaat), de plaatsing in het voertuig, het vervoer en de aflevering op het aangegeven adres.</p>

<p>son entièreté par les mêmes personnes, à savoir les livreurs de colis (c'est à tout le moins le cas à partir du placement dans le véhicule, jusqu'à la remise par le chauffeur-livreur à l'adresse indiquée).</p>	<p>Deze distributiedienst wordt in sommige gevallen in zijn geheel door dezelfde personen verricht, namelijk de pakketbezorgers (dit zal alleszins het geval zijn vanaf de plaatsing in het voertuig tot de aflevering door de bezorger-chauffeur).</p>
<p>La distribution des colis est aujourd'hui caractérisée par un recours structurel et généralisé à la sous-traitance par le biais de petites entreprises de distribution. La majorité des « prestataires de services postaux » (au sens de la loi postale) d'une certaine taille font appel à une myriade de petites entreprises sous-traitantes pour distribuer des colis en Belgique, plutôt qu'à des livreurs qu'ils emploient eux-mêmes. Généralement, ces petites entreprises sous-traitantes comptent quelques camionnettes et moins d'une dizaine de livreurs. Cette sous-traitance est marquée par la dépendance de ces petits sous-traitants envers les prestataires de services postaux qui font appel à leurs services.</p> <p>Cette dépendance puise sa source, d'une part, dans le caractère quasi-exclusif de la relation commerciale – les sous-traitants fournissant généralement des services principalement pour un seul et même prestataire – et, d'autre part, dans son caractère asymétrique, les prestataires en question pouvant imposer à leurs sous-traitants des prix et des conditions que ces derniers ne peuvent refuser, vu leur dépendance économique.</p> <p>Cette situation est particulièrement problématique, car la distribution de colis est un secteur hautement concurrentiel, caractérisé par des marges faibles. Par conséquent, la concurrence entre prestataires de services postaux est axée sur les coûts et les conditions imposées à leurs sous-traitants. Ainsi, malgré la croissance du secteur lié au e-commerce et la forte augmentation du nombre de colis, les prestataires de services postaux consentent des tarifs de plus en plus bas à leurs sous-traitants. Ces tarifs et conditions se répercutent sur les salaires et les conditions de</p>	<p>De pakkettendistributie wordt momenteel gekenmerkt door een structureel en wijdverbreid gebruik van onderaanneming via kleine distributiebedrijven. De meeste aanbieders van postdiensten (in de zin van de postwet), van een zekere omvang doen voor de distributie van pakketten in België een beroep op een groot aantal kleine onderaannemers, in plaats van zelf bezorgers in dienst te nemen. Gewoonlijk hebben deze kleine onderaannemers een paar bestelwagens en minder dan een dozijn bezorgers. Die onderaanneming wordt gekenmerkt door de afhankelijkheid van deze kleine onderaannemers ten aanzien van de aanbieders van postdiensten die van hun diensten gebruik maken.</p> <p>Die afhankelijkheid is enerzijds te wijten aan het quasi-exclusieve karakter van de handelsrelatie – de onderaannemers verrichten gewoonlijk hoofdzakelijk diensten voor eenzelfde aanbieder van diensten – en anderzijds aan het asymmetrische karakter ervan, aangezien de betrokken aanbieders van diensten hun onderaannemers prijzen en voorwaarden kunnen opleggen die laatstgenoemden, gelet op hun economische afhankelijkheid, niet kunnen weigeren.</p> <p>Dit is bijzonder problematisch omdat de pakketdistributie daarenboven een zeer concurrentiële sector is, met lage marges. Bijgevolg is de concurrentie tussen de aanbieders van postdiensten toegespitst op de kosten en voorwaarden die aan hun onderaannemers worden opgelegd. Ondanks de groei van de sector en van de e-commerce, en de sterke toename van het aantal pakketten, staan de aanbieders van postdiensten hun onderaannemers steeds lagere tarieven toe. Die tarieven en voorwaarden hebben een weerslag op de lonen en arbeidsvoorwaarden, ten nadele van de pakketbezorgers die bij deze kleine onderaannemers in dienst zijn.</p>

travail, au détriment des livreurs de colis employés par ces petits sous-traitants.

Les effets néfastes du recours systématique à la sous-traitance pour la distribution de colis ne s'arrêtent pas là. En sous-traitant la distribution de colis à un nombre important d'entreprises de taille réduite, ces prestataires de services postaux empêchent les livreurs de colis de pouvoir éventuellement bénéficier d'une représentation syndicale et d'un contrôle interne des conditions de travail et du respect de la législation sociale. Or, ce sont ces mêmes prestataires de services postaux qui impactent négativement les conditions de travail des livreurs, par le lien de dépendance économique qui caractérise leur relation avec leurs sous-traitants. Cette élimination systématique de la représentation des travailleurs et des moyens de contrôle interne favorise non seulement une détérioration sans opposition des conditions de travail, mais constitue également un terreau fertile pour la fraude sociale et fiscale.

A titre d'exemple, des enquêtes et procédures pénales sont actuellement en cours en Belgique contre des prestataires de services postaux, ainsi que leurs sous-traitants, pour manquements à la législation, y compris pour fraude fiscale. Des contrôles effectués en 2021 par l'auditorat du travail de Malines et rapportés par la presse (notamment VRT, L'Echo et Retail Detail) ont révélé, chez la moitié des sous-traitants contrôlés, des faits allant du travail au noir, du non-versement des cotisations de sécurité sociale, de la non-présentation de contrats de travail et de l'emploi de travailleurs en séjour illégal, à des violations des règles relatives à l'occupation de personnes bénéficiant d'allocations de chômage. L'Inspection spéciale des impôts soupçonne diverses formes de fraude fiscale commise par des sous-traitants (L. BOVE, La justice menace de fermer les dépôts de PostNL et GLS, lecho.be, 18.06.2021). Il est également fait état des mauvaises conditions de

De négative gevolgen van het systematisch uitbesteden aan onderaannemers van de distributie van pakketten houden daar niet op. Door de distributie van pakketten aan een groot aantal kleine bedrijven uit te besteden, verhinderen deze aanbieders van postdiensten dat de pakketbezorgers eventueel een beroep kunnen doen op vakbondsvertegenwoordiging en interne controle op de arbeidsomstandigheden en de naleving van de sociale wetgeving. Het zijn echter deze zelfde aanbieders van postdiensten die de arbeidsomstandigheden van de pakkettenbezorgers op negatieve wijze beïnvloeden, door de economische afhankelijkheid die de relatie met onderaannemers kenmerkt. Deze systematische afschaffing van de werknemersvertegenwoordiging en de interne controle werkt niet alleen een ongehinderde verslechtering van de arbeidsomstandigheden in de hand, maar vormt ook een voedingsbodem voor sociale en fiscale fraude.

Zo lopen er momenteel bijvoorbeeld strafrechtelijke onderzoeken en procedures in België tegen aanbieders van postdiensten en hun onderaannemers wegens inbreuken op de wet, onder meer fiscale fraude. Uit controles die in 2021 door het arbeidsauditoraat van Mechelen zijn uitgevoerd en waarover in de pers is bericht (o.a. VRT, L'Echo et Retail Detail), is gebleken dat de helft van de gecontroleerde onderaannemers betrokken was bij activiteiten die variëren van zwartwerk, niet-betaling van socialezekerheidsbijdragen, niet-voorleggen van arbeidsovereenkomsten en tewerkstelling van werkers die illegaal in het land verblijven, tot het inzetten van personen die een werkloosheidsuitkering ontvangen. De Bijzondere Belastinginspectie vermoedt ook diverse vormen van belastingontduiking door onderaannemers (L. BOVE, La justice menace de fermer les dépôts de PostNL et GLS, lecho.be, 18.06.2021). In deze artikelen zijn ook berichten verschenen over de slechte arbeidsomstandigheden van bezorgers die in dienst zijn van onderaannemers. Uit een recent bericht in de Belgische pers blijkt zelfs dat minderjarigen worden ingezet om pakketten te bezorgen (E. STEFFENS, Importante descente de l'inspection

<p>travail des livreurs employés par des sous-traitants. Un reportage récent effectué par la presse belge indique même qu’il serait fait appel à des mineurs pour la distribution de colis (E. STEFFENS, Importante descente de l’inspection du travail dans trois dépôts de PostNL, une dizaine d’infractions constatées, VRT.be, 22.11.2021).</p> <p>Ce problème n’est d’ailleurs pas propre au marché belge, comme le démontre la situation en Allemagne, aux Pays-Bas, en Suisse, au Royaume-Uni, ou encore en France. Des cas de fraude et les conditions de travail affligeantes des livreurs travaillant pour des sous-traitants sont régulièrement dénoncés dans la presse.</p> <p>Ainsi, l’inspection sociale néerlandaise (SZW) a conclu en 2020 que neuf sous-traitants sur dix des grandes entreprises de livraison de colis ne sont pas en ordre avec leurs obligations. Parmi les abus relevés : des chômeurs qui perçoivent des allocations sociales conduisent les camionnettes de livraison, des chauffeurs sans permis de séjour valides livrent des colis et des sociétés fictives sont utilisées pour détourner de l’argent. En France, le décès de Seydou Bagaga, livreur employé par un sous-traitant qui s’est noyé dans la Seine en tentant de récupérer un colis, illustre les vices et dangers d’un système de sous-traitance poussé à son paroxysme.</p>	<p>du travail dans trois dépôts de PostNL, une dizaine d’infractions constatées, VRT.be, 22.11.2021).</p> <p>Dit probleem bestaat bovendien niet alleen op de Belgische markt, zoals de situatie in Duitsland, Nederland, Zwitserland, het Verenigd Koninkrijk of Frankrijk aantoon. Gevallen van fraude en de erbarmelijke arbeidsomstandigheden van bezorgers die voor onderaannemers werken, worden regelmatig in de pers aan de kaak gesteld.</p> <p>Zo concludeerde de Nederlandse sociale inspectie (SZW) in 2020 dat negen van de tien onderaannemers van grote pakketbezorgingsbedrijven niet in orde zijn met hun verplichtingen. Tot de vastgestelde misbruiken behoren onder meer: werklozen met een sociale uitkering besturen de bestelwagens, chauffeurs zonder geldige verblijfsvergunning leveren pakketten af en er worden fictieve bedrijven gebruikt om geld te verduisteren. In Frankrijk getuigt het overlijden van Seydou Bagaga, een door een onderaannemer tewerkgestelde koerier die in de Seine verdrong toen hij een pakje wilde recupereren, van de ondeugden en gevaren van een systeem van onderaanneming dat tot het uiterste wordt doorgevoerd.</p>
<p>Cette situation préoccupante impose une réponse législative. Ainsi, l’Allemagne a introduit fin 2019 un système de solidarité de l’entrepreneur général pour la branche de la logistique et des transports, y compris la distribution de colis (voy. Paketboten-Schutz-Gesetz vom 15. November 2019, BGBl. I S. 1602). Depuis lors, les cotisations sociales non versées par le sous-traitant peuvent être réclamées auprès du prestataire de services postaux qui a fait appel à ce sous-traitant. Ce système a pour but d’éviter le non-versement des cotisations de sécurité sociale, par exemple en cas de travail au noir. Cela permet que les livreurs soient couverts en cas de maladie, de chômage ou d’incapacité de travail. Il</p>	<p>Deze zorgwekkende situatie vraagt om een wetgevend antwoord. Zo heeft Duitsland eind 2019 een algemeen solidariteitssysteem ingevoerd voor de hoofdaannemers in de logistiek- en transportsector, met inbegrip van de pakketten-distributie (zie Paketboten-Schutz-Gesetz vom 15. November 2019, BGBl. I S. 1602). Sindsdien kunnen socialezekerheidsbijdragen die niet door de onderaannemer zijn betaald, worden opgeëist van de aanbieder van postdiensten die op de onderaannemer een beroep heeft gedaan. Dit systeem is bedoeld om te voorkomen dat de socialezekerheidsbijdragen niet worden betaald, bijvoorbeeld in geval van zwartwerk. Dit garandeert dat de bezorgers gedekt zijn in geval van ziekte, werkloosheid of arbeidsongeschiktheid.</p>

existait déjà une responsabilité de l'entrepreneur général pour le paiement du salaire minimum par les sous-traitants (voy. Mindestlohngesetz vom 11. August 2014, BGBl. I S. 1348 et Arbeitnehmer-Entsendegesetz vom 20. April 2009, BGBl. I S. 799).

Une telle responsabilité solidaire peut dissuader la fraude et encourager un contrôle par les prestataires de services postaux de leurs sous-traitants. En revanche, elle ne pallie pas complètement la pression sur les salaires et les conditions de travail, pourtant inhérente à la sous-traitance systématique et à l'asymétrie entre les prestataires et leurs sous-traitants qui caractérise le secteur. De plus, cette responsabilité solidaire n'influence pas la potentielle représentation des travailleurs. Par conséquent, le contrôle émanant du prestataire de services postaux ayant recours à la sous-traitance ne peut pas garantir efficacement le respect de la législation sociale et fiscale, sans lequel des conditions de travail dignes ne peuvent être assurées.

Malgré les contrôles des inspecteurs sociaux et de l'administration fiscale, le nombre important de sous-traitants et l'absence de représentation syndicale des livreurs rend le contrôle du respect de la législation sociale et fiscale difficile. De plus, la fraude induite par le recours à de nombreux petits sous-traitants est non seulement répandue, mais semble également structurelle.

Afin de mettre fin aux problèmes susmentionnés et d'atteindre pleinement les objectifs de protection des travailleurs et de lutte contre la fraude sociale et fiscale, il est impératif de limiter le recours à la sous-traitance par le biais d'une multitude de petites entreprises effectuant la distribution de colis. Bien que la sous-traitance soit une forme légitime d'organisation économique, qui garantit au secteur un degré de flexi-

Er bestond reeds een aansprakelijkheid van de hoofdaannemer voor de betaling van het minimumloon door onderaannemers (zie Mindestlohngesetz vom 11. August 2014, BGBl. I S. 1348 et Arbeitnehmer-Entsendegesetz vom 20. April 2009, BGBl. I S. 799).

Een dergelijke hoofdelijke aansprakelijkheid kan fraude ontmoedigen en de controle door aanbieders van postdiensten van hun onderaannemers aanmoedigen. Het biedt echter geen sluitende oplossing voor de druk op lonen en arbeidsvoorwaarden die inherent is aan systematische onderaanneming en de asymmetrie tussen aanbieders en hun onderaannemers die kenmerkend is voor de sector. Bovendien heeft deze hoofdelijke aansprakelijkheid overigens geen invloed op de potentiële werknemersvertegenwoordiging. Bijgevolg kan de controle van de aanbieder van postdiensten die een beroep doet op onderaanneming niet doeltreffend waarborgen dat de sociale en fiscale wetgeving worden nageleefd, zonder dewelke fatsoenlijke arbeidsomstandigheden niet kunnen worden gewaarborgd.

Ondanks de controles van de sociale inspecteurs en van de belastingadministratie wordt de controle op de naleving van de sociale en belastingwetgeving bemoeilijkt door het grote aantal onderaannemers en het ontbreken van vakbondsvertegenwoordiging van de bezorgers. Bovendien is de fraude als gevolg van de inschakeling van talrijke kleine onderaannemers niet alleen wijdverbreid, maar lijkt zij ook structureel te zijn.

Om een einde te maken aan bovengenoemde problemen en om de doelstellingen van bescherming van de werknemers en bestrijding van sociale en fiscale fraude volledig te verwezenlijken, moet het gebruik van onderaanneming via een veelheid van kleine bedrijven die pakketten bezorgen, worden beperkt. Hoewel onderaanneming een legitieme vorm van economische organisatie is, die de sector een hoge mate van flexibiliteit garandeert, mag zij geen instrument worden voor sociale en fiscale fraude ten nadele van de werknemers. Hoewel het dus mogelijk moet blijven om voor de distributie van pakketten een

<p>bilité important, elle ne doit pas devenir un vecteur de fraude sociale et fiscale au détriment des travailleurs. Ainsi, s'il doit rester possible d'avoir recours à des sous-traitants pour la distribution de colis, un prestataire ne peut plus avoir majoritairement ou exclusivement recours à une multitude de petits sous-traitants pour ses activités de distribution.</p> <p>Le présent avant-projet de loi participe à la préoccupation du législateur européen d'établir dans le secteur postal des salaires décents et des conditions d'emploi respectueuses des valeurs qui sous-tendent la construction sociale européenne (voy. entre autres la directive 2008/6CE du Parlement européen et du Conseil du 20 février 2008 modifiant la directive 97/67/CE en ce qui concerne l'achèvement du marché intérieur des services postaux de la Communauté, considérant 6). Il s'inscrit également dans les objectifs du gouvernement belge de lutte contre la fraude, en particulier en matière sociale. En outre, la garantie de conditions d'emploi décentes permettra une concurrence loyale, durable et axée sur la qualité et l'innovation, ce qui au final bénéficiera aux consommateurs.</p>	<p>beroop te doen op onderaannemers, mag een aanbieder voor zijn distributieactiviteiten niet langer hoofdzakelijk of uitsluitend een beroep doen op een veelheid van kleine onderaannemers.</p> <p>Dit voorontwerp van wet draagt bij tot het streven van de Europese wetgever om in de postsector fatsoenlijke lonen en arbeidsvoorwaarden vast te stellen die de waarden eerbiedigen die aan de Europese sociale constructie ten grondslag liggen (zie o.a. richtlijn 2008/6/EG van het Europees Parlement en de Raad van 20 februari 2008 tot wijziging van Richtlijn 97/67/EG wat betreft de volledige voltooiing van de interne markt voor postdiensten in de Gemeenschap, overweging 6). Het ligt ook in de lijn van de doelstellingen van de Belgische regering om fraude te bestrijden, met name op sociaal gebied. Bovendien zal de garantie van fatsoenlijke arbeidsvoorwaarden een eerlijke en duurzame concurrentie op basis van kwaliteit en innovatie mogelijk maken, wat uiteindelijk de consumenten ten goede zal komen.</p>
<p><b>2. Obligation incombant aux prestataires de services postaux</b></p>	<p><b>2. Verplichting voor aanbieders van postdiensten</b></p>
<p>Pour atteindre les objectifs susmentionnés, le présent avant-projet de loi vise à inscrire dans la loi postale l'obligation, pour tout prestataire de services postaux d'une certaine taille, de faire appel exclusivement à des personnes qu'il emploie en vertu d'un contrat de travail ou, lorsque le recours au travail intérimaire est autorisé, à des travailleurs intérimaires, à concurrence d'un pourcentage minimum déterminé de l'ensemble des personnes physiques qui effectuent pour lui, directement ou indirectement, la distribution de colis en Belgique.</p>	<p>Om de bovengenoemde doelstellingen te verwezenlijken, beoogt dit voorontwerp van wet in de postwet de verplichting vast te leggen dat elke aanbieder van postdiensten van een bepaalde omvang uitsluitend een beroep mag doen op personen die bij hem in dienst zijn op basis van een arbeidsovereenkomst of, indien een beroep op uitzendarbeid is toegestaan, op uitzendkrachten, ten belope van een bepaald minimumpercentage van alle fysieke personen die voor hem, rechtstreeks of onrechtstreeks, de distributie van pakketten in België uitvoert.</p>

<p>Ce pourcentage augmentera progressivement pour atteindre à partir de 2025 au moins 80% du total des travailleurs auxquels le prestataire de services postaux d'une certaine taille fait directement ou indirectement appel pour distribuer des colis en Belgique, hormis les travailleurs au service de sous-traitants qui sont eux-mêmes soumis à cette nouvelle obligation.</p> <p>La distribution de colis étant une activité hautement dépendante de la quantité de main-d'œuvre, il existe un lien direct entre le nombre de colis distribués et le nombre de livreurs. En imposant d'ici à 2025 aux prestataires de services postaux d'une certaine taille de faire appel à des livreurs qu'ils emploient en vertu d'un contrat de travail ou à des travailleurs intérimaires à concurrence de 80% pour les colis qu'ils distribuent en Belgique, le présent avant-projet de loi aura pour effet d'augmenter le nombre de livreurs salariés auprès de ces prestataires.</p> <p>Ceci engendrera une responsabilisation accrue des prestataires de services postaux envers les livreurs qui distribuent leurs colis. Elle aura lieu d'une part par l'internalisation des coûts et des conditions de travail de la majorité des livreurs, et d'autre part, par la garantie d'un contrôle interne effectif des obligations sociales à leur égard, notamment au travers des organes de représentation des travailleurs qui seraient éventuellement institués et pourraient désormais les représenter. Ceci devrait mettre fin à une concurrence axée sur les salaires et les mauvaises conditions de travail des livreurs, ainsi que limiter la fraude sociale et fiscale.</p>	<p>Dit percentage zal geleidelijk stijgen en vanaf 2025 ten minste 80% bereiken van het totale aantal werknemers waarop een aanbieder van postdiensten van een bepaalde omvang rechtstreeks of onrechtstreeks een beroep doet om pakketten in België te bezorgen zonder de werknemers mee te rekenen die in dienst van de onderaannemers zijn, die zelf aan die nieuwe verplichting onderworpen zijn.</p> <p>Aangezien de distributie van pakketten een activiteit is die sterk afhankelijk is van de hoeveelheid arbeidskrachten, bestaat er een rechtstreeks verband tussen het aantal bezorgde pakketten en het aantal bezorgers. Door aanbieders van postdiensten van een bepaalde omvang te verplichten om tegen 2025 voor 80% van de pakketten die zij in België bezorgen, een beroep te doen op bezorgers die zij in dienst hebben op basis van een arbeidsovereenkomst of op uitzendkrachten, zal dit voorontwerp van wet ervoor zorgen dat het aantal bezorgers in loondienst bij deze aanbieders verhoogt.</p> <p>Dit zal leiden tot een grotere verantwoordingsplicht van de aanbieders van postdiensten jegens de bezorgers die hun pakketten bezorgen. Enerzijds zal dit worden bereikt door de kosten en arbeidsvoorwaarden van het merendeel van de bezorgers te internaliseren, en anderzijds door te zorgen voor een doeltreffende interne controle van hun sociale verplichtingen, met name via de vertegenwoordigende organen van de werknemers die eventueel zouden worden ingesteld en die hen voortaan zullen kunnen vertegenwoordigen. Dit moet een einde maken aan de concurrentie op basis van de lonen en slechte arbeidsvoorwaarden van bezorgers, en tevens de sociale en fiscale fraude beperken.</p>
<p>Le recours à des travailleurs intérimaires est encadré par la loi du 24 juillet 1987 sur le travail temporaire, le travail intérimaire et la mise de travailleurs à la disposition d'utilisateurs. Cette loi énumère limitativement les cas et précise les conditions dans lesquelles des travailleurs intérimaires peuvent être mis à disposition d'un utilisateur, en l'espèce un prestataire de services postaux. Ce cadre réglementaire garantit que le</p>	<p>De inzet van uitzendkrachten wordt geregeld door de wet van 24 juli 1987 betreffende de tijdelijke arbeid, de uitzendarbeid en het ter beschikking stellen van werknemers ten behoeve van gebruikers. Deze wet somt de gevallen op en bepaalt de voorwaarden waaronder uitzendkrachten ter beschikking kunnen worden gesteld van een gebruiker, in casu een aanbieder van postdiensten. Dit regelgevingskader zorgt ervoor</p>

<p>recours au travail intérimaire ne soit pas une source de fraude sociale et fiscale (notamment via l'équivalence des rémunérations ou encore en imposant le respect des dispositions de la législation en matière de réglementation et de protection du travail). Il signifie également que le recours au travail intérimaire est par nature limité (y compris dans la durée) et qu'un prestataire de services postaux ne peut pas principalement faire appel à des travailleurs intérimaires pour la distribution de colis. Pour ces raisons, la distribution de colis par des travailleurs intérimaires est assimilée à celle effectuée par les membres du personnel salarié du prestataire de services postaux. Cette possibilité de recourir au travail intérimaire offre aux prestataires de services postaux, dans le respect du cadre légal applicable au travail intérimaire, une source de flexibilité leur permettant de respecter le pourcentage minimum de travailleurs salariés distribuant des colis en Belgique qu'ils doivent atteindre sans avoir recours à des petits sous-traitants non soumis à la même obligation.</p>	<p>dat het gebruik van uitzendarbeid geen bron van sociale en fiscale fraude is (met name door de gelijkstelling van de lonen of door de naleving van de bepalingen van de wetgeving inzake arbeidsreglementering en -bescherming op te leggen). Het betekent ook dat het gebruik van uitzendarbeid door zijn aard beperkt is (ook in duur) en dat een aanbieder van postdiensten niet in de eerste plaats uitzendkrachten zal kunnen inzetten voor de distributie van pakketten. Om deze redenen wordt de distributie van pakketten door uitzendkrachten op dezelfde wijze behandeld als de distributie door de eigen werknemers van de aanbieder van postdiensten. Deze mogelijkheid om een beroep te doen op uitzendkrachten biedt aanbieders van postdiensten, binnen het wettelijke kader voor uitzendarbeid, een bron van flexibiliteit die hen in staat stelt te voldoen aan het minimumpercentage werknemers in loondienst die in België pakketten bezorgen dat zij moeten halen zonder een beroep te doen op kleine onderaannemers die niet onderworpen zijn aan diezelfde verplichting.</p>
<p>Le présent avant-projet de loi s'applique à tout prestataire de services postaux qui a réalisé au cours de l'année civile précédente un chiffre d'affaires annuel dégagé par les services de livraison de colis qu'il distribue en Belgique égal ou supérieur à 6.500.000 euros, ou qui a distribué en Belgique au cours de la même période, un nombre de colis égal ou supérieur à 1.100.000. Ce nombre total inclut tous les colis distribués, durant l'année civile précédente, par un prestataire de services postaux, quel que soit le mode de distribution utilisé : travailleurs sous contrat de travail, travailleurs intérimaires et sous-traitants soumis ou non à la nouvelle obligation. Ces seuils d'application visent les prestataires de services postaux d'une taille suffisamment importante pour qu'il existe un risque de recours structurel à la sous-traitance par le biais de petites entreprises. De plus, ces seuils impliqueront que les livreurs de colis sous contrat de travail pourront plus aisément se faire représenter par des organes de représentation des travailleurs présents au sein de l'entreprise qui les</p>	<p>Dit voorontwerp van wet is van toepassing op elke aanbieder van postdiensten die in het voorgaande kalenderjaar een jaarmzet heeft behaald uit pakketbezorgdiensten voor pakketten die hij in België bezorgt die gelijk is aan of hoger is dan 6.500.000 euro, of die in België in dezelfde periode een aantal pakketten heeft bezorgd dat gelijk is aan of hoger is dan 1.100.000 pakketten. Dit totale aantal omvat alle pakketten die in het vorige kalenderjaar door een aanbieder van postdiensten zijn bezorgd, ongeacht de gebruikte bezorgmethode: werknemers met een arbeidsovereenkomst, uitzendkrachten en onderaannemers die al dan niet onder de nieuwe verplichting vallen. Deze toepassingsdrempels zijn bedoeld voor aanbieders van postdiensten die groot genoeg zijn om het risico te lopen van structurele onderaanbesteding via kleine bedrijven. Bovendien zullen pakketbezorgers met een arbeidsovereenkomst zich dankzij deze drempels gemakkelijker kunnen laten vertegenwoordigen door werknemersvertegenwoordigingen binnen de onderneming waar zij in dienst zijn. De</p>

<p>emploi. L'application de l'obligation à des prestataires en-dessous de ces seuils, en plus de constituer une charge importante pour ces derniers, n'atteindrait pas pleinement l'objectif de la mesure visée et aurait moins de sens. En effet, ces derniers, de par leur taille, n'ont pas recours à une sous-traitance structurelle (en faisant appel à une myriade de sous-traitants) dans les conditions asymétriques et avec les conséquences néfastes susmentionnées. En outre, un certain nombre de ces plus petits prestataires font déjà majoritairement appel à des livreurs sous contrat de travail. Par ailleurs, ils n'atteindraient pas systématiquement le seuil requis pour qu'une représentation des travailleurs puisse être instituée.</p> <p>Tel qu'indiqué ci-avant, le présent avant-projet de loi ne vise pas à interdire aux prestataires de services postaux d'une certaine taille de recourir à la sous-traitance. Il a seulement pour objectif de mettre fin à un recours structurel et problématique à cette dernière. Pour cette raison, le présent avant-projet de loi permet toujours le recours à la sous-traitance pour assurer la distribution des colis, que ce soit à des prestataires d'une certaine taille qui sont eux-mêmes soumis à la même obligation (en effet, la sous-traitance pourrait même être utilisée pour distribuer l'ensemble des colis d'un prestataire de services postaux, pour autant que les sous-traitants à qui il est fait appel soient eux-mêmes soumis à la nouvelle obligation) ou, de façon plus limitée, à des prestataires qui ne sont pas soumis à cette même obligation.</p>	<p>toepassing van de verplichting op aanbieders onder deze drempels zou niet alleen een zware last voor hen betekenen, maar zou ook het doel van de maatregel niet volledig bereiken en zou minder zinvol zijn. Deze laatste maken immers, omwille van hun grootte, geen gebruik van structurele onderaanneming (door een beroep te doen op een groot aantal onderaannemers) onder de asymmetrische voorwaarden en met de negatieve gevolgen die hierboven zijn vermeld. Bovendien doen een aantal van deze kleinere aanbieders al in hoge mate een beroep op pakketbezorgers met een arbeidsovereenkomst. Anderzijds zouden zij de drempel die vereist is voor de instelling van een werknemersvertegenwoordiging niet systematisch bereiken.</p> <p>Zoals hierboven vermeld, is het huidige voorontwerp van wet er niet op gericht aanbieders van postdiensten van een bepaalde omvang te verbieden om gebruik te maken van onderaannemers. Het heeft enkel als doel een einde te stellen aan het structurele en problematische gebruik hiervan. Zo staat dit voorontwerp van wet de inschakeling van onderaannemers voor de distributie van pakketten nog steeds toe, hetzij aan aanbieders van een bepaalde omvang die zelf aan dezelfde verplichting zijn onderworpen (er zou zelfs gebruik kunnen worden gemaakt van onderaanneming om alle pakketten van een aanbieder van postdiensten te bezorgen, op voorwaarde dat de betrokken onderaannemers zelf aan de nieuwe verplichting zijn onderworpen), hetzij, in beperkte mate, aan aanbieders die niet aan dezelfde verplichting zijn onderworpen.</p>
<p>Premièrement, les travailleurs distribuant des colis en Belgique pour un sous-traitant soumis à l'obligation de recourir à ses propres livreurs salariés (ou, le cas échéant, à des travailleurs intérimaires), sont exclus de la base de calcul de l'obligation, laquelle est constituée de l'ensemble des travailleurs (salariés, intérimaires ou indépendants) au service du prestataire de services postaux soumis à la nouvelle obligation,</p>	<p>In de eerste plaats worden werknemers die in België pakketten bezorgen, voor een onderaannemer die onderworpen is aan de verplichting een beroep te doen op zijn eigen bezorgers in loondienst (of, in voorkomend geval, uitzendkrachten), uitgesloten van de berekeningsbasis voor de verplichting, die bestaat uit alle werknemers (in loondienst, uitzendkrachten of zelfstandigen) in dienst van de aanbieder van postdien-</p>

<p>augmentée de l'ensemble des travailleurs (saliés, intérimaires ou indépendants) distribuant pour ce prestataire des colis en Belgique et au service de sous-traitants non soumis à la nouvelle obligation. La sous-traitance à un prestataire d'une certaine taille, qui doit lui-même distribuer ses colis en faisant appel à un pourcentage minimum de ses propres livreurs salariés (ou, le cas échéant, à des travailleurs intérimaires) ne pose en effet pas de problème. La loi garantit ainsi que les colis postaux distribués en Belgique le seront par des livreurs dont minimum 80% seront des travailleurs salariés ou intérimaires. Ceci implique également qu'un prestataire d'une certaine taille qui ne souhaite pas effectuer les activités de distribution peut sous-traiter entièrement la distribution à d'autres prestataires qui entrent dans le champ d'application de l'obligation. Les colis seront alors distribués majoritairement par les livreurs salariés (ou, le cas échéant, par des intérimaires) de ces prestataires (qui bénéficient de meilleures conditions de travail et d'une meilleure représentation). Le recours exclusif à une multitude de petits sous-traitants, avec les conséquences néfastes que cela implique, ne sera par contre plus possible.</p>	<p>sten die onderworpen is aan de nieuwe verplichting, vermeerderd met alle werknemers (in loondienst, uitzendkrachten of zelfstandigen) die voor die aanbieder in België pakketten bezorgen en die in dienst zijn van onderaannemers die niet onderworpen zijn aan de nieuwe verplichting. Uitbesteding aan een aanbieder van een bepaalde omvang, die zelf zijn pakketten moet bezorgen met een minimumpercentage eigen bezorgers in loondienst (of, in voorkomend geval, uitzendkrachten), levert geen probleem op. De wet garandeert dus dat de in België bezorgde postpakketten door bezorgers zullen worden bezorgd van wie minimaal 80% in loondienst of als uitzendkracht zal werken. Dit houdt ook in dat een aanbieder van een bepaalde omvang die geen distributieactiviteiten wenst uit te voeren, de distributie volledig kan uitbesteden aan andere aanbieders die wel onder de verplichting vallen. De pakketten zullen dan hoofdzakelijk worden bezorgd door de bezorgers in loondienst (of, in voorkomend geval, uitzendkrachten) van deze aanbieders (die betere arbeidsvoorwaarden en vertegenwoordiging genieten). De exclusieve inschakeling van een groot aantal kleine onderaannemers, met alle negatieve gevolgen van dien, zal niet langer mogelijk zijn.</p>
<p>Deuxièmement, l'avant-projet de loi permet aux prestataires de services postaux de continuer de pouvoir faire appel à des petits sous-traitants, dans une proportion pouvant aller jusqu'à 20% des travailleurs livrant pour eux des colis postaux en Belgique lors d'une année civile. Le recours à des petits sous-traitants, s'il n'est pas structurel et s'il est plus limité, devrait entraîner moins de dérives ou, à tout le moins, faciliter un contrôle accru du secteur. Ce recours est d'ailleurs une source de flexibilité et il permet à des petites entreprises de se développer. Ce pourcentage de 20% prend en compte les fluctuations de commandes et de distribution de colis et il garantit aux prestataires de services postaux la flexibilité nécessaire pour répondre à ces fluctuations.</p>	<p>Ten tweede biedt het voorontwerp van wet aanbieders van postdiensten de mogelijkheid een beroep te blijven doen op kleine onderaannemers, steeds in een verhouding die kan bedragen tot 20% kan bedragen van de werknemers die voor hen in een kalenderjaar postpakketten in België bezorgen. Het gebruik van kleine onderaannemers, indien het niet structureel en beperkter is, zou moeten leiden tot minder excessen, of ten minste een betere controle van de sector mogelijk maken. Bovendien is dit beroep een bron van flexibiliteit en stelt het kleine ondernemingen in staat zich te ontwikkelen. Dit percentage van 20% houdt rekening met schommelingen in de bestellingen en de distributie van pakketten en zorgt ervoor dat de aanbieders van postdiensten over de nodige flexibiliteit beschikken om op deze schommelingen in te spelen.</p>

<p>L'avant-projet de loi garantit ainsi un degré suffisant de flexibilité au secteur. En outre, le pourcentage minimum de travailleurs salariés ou intérimaires auxquels le prestataire fait appel sera augmenté de façon progressive, avec un taux de 20% en 2023, de 50% en 2024, et finalement de 80% en 2025. Cette augmentation progressive sur trois années laisse suffisamment de temps aux prestataires de services postaux pour s'adapter et respecter cette nouvelle obligation. Elle prévient également un effet disruptif sur le marché de la distribution des colis en Belgique. Parallèlement, cette évolution progressive vers le taux de 80% permettra aux prestataires et à leurs sous-traitants d'organiser conjointement la transition vers ce nouveau modèle.</p>	<p>Het voorontwerp van wet garandeert dus een voldoende mate van flexibiliteit voor de sector. Bovendien zal het minimumpercentage werknemers in loondienst of uitzendkrachten waarop de aanbieder een beroep doet geleidelijk worden verhoogd tot 20% in 2023, 50% in 2024, en ten slotte 80% in 2025. Deze geleidelijke verhoging over een periode van drie jaar geeft de aanbieders van postdiensten voldoende tijd om zich aan te passen en aan de nieuwe verplichting te voldoen. Het voorkomt ook een ontwrichtend effect op de Belgische pakketdistributiemarkt. Tegelijkertijd zal deze geleidelijke evolutie naar het 80%-percentage de aanbieders en hun onderaannemers in staat stellen de overgang naar dit nieuwe model gezamenlijk te organiseren.</p>
<p>Le présent avant-projet de loi n'a pas comme objectif de modifier la nature de la relation de travail des livreurs, qui sont en majorité déjà salariés. Il poursuit un but distinct, qui est de limiter le recours à la sous-traitance par une multitude de petites entreprises effectuant la distribution de colis, afin d'améliorer les conditions d'emploi et de limiter la fraude sociale et fiscale. La présomption irréfragable visée à l'article 5, §1 de la loi postale continue à s'appliquer et n'est pas affectée par le présent avant-projet. L'avant-projet ne modifie d'ailleurs pas les règles de droit international privé et européen, en particulier celles déterminant le droit applicable aux relations de travail.</p>	<p>Dit voorontwerp van wet beoogt geen wijziging van de aard van de arbeidsverhouding van de bezorgers, van wie de meesten reeds in loondienst zijn. Het heeft een duidelijk doel, namelijk het beperken van het gebruik van onderaanneming door een groot aantal kleine ondernemingen die pakketten bezorgen, teneinde de arbeidsvoorwaarden te verbeteren en sociale en fiscale fraude te beperken. Het onweerlegbaar vermoeden zoals bedoeld in artikel 5, §1, van de postwet blijft van toepassing en wordt door dit voorontwerp niet aangetast. Bovendien brengt het voorontwerp geen wijziging in de regels van het internationaal privaatrecht en het Europees recht, met name die welke bepalen welk recht van toepassing is op arbeidsbetrekkingen.</p>
<p>En conclusion, le présent avant-projet de loi met fin au recours structurel et généralisé par des prestataires de services postaux d'une certaine taille à une sous-traitance de la distribution de colis par le biais d'une multitude de petites entreprises. Pour autant, il garantit un degré de flexibilité et de progressivité suffisant pour permettre un marché de la distribution des colis concurrentiel et où règnent des conditions de travail décentes, dans le respect de la législation sociale et fiscale.</p>	<p>Ten slotte kan worden gesteld dat dit voorontwerp van wet een einde stelt aan de structurele en wijdverbreide onderaanneming van de pakketdistributie door grote aanbieders van postdiensten via een veelheid van kleine bedrijven. Tegelijkertijd waarborgt het een voldoende mate van flexibiliteit en progressiviteit om een concurrerende markt voor pakketdistributie met fatsoenlijke arbeidsvoorwaarden mogelijk te maken, met inachtneming van de sociale en fiscale wetgeving.</p>
<p><b>3. Contrôle et sanctions</b></p>	<p><b>3. Controle en sancties</b></p>

<p>L'objectif du présent avant-projet de loi ne peut être atteint que si l'obligation de distribution de colis via ses propres livreurs salariés (ou, le cas échéant, intérimaires) est appliquée rigoureusement par les prestataires de services postaux. L'obligation dans le chef du prestataire est de nature générale, de sorte qu'elle ne crée pas un droit pour les livreurs de prétendre à une relation salariée vis à vis d'un prestataire. Un contrôle des inspecteurs sociaux de la Direction générale Contrôle des lois sociales du Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale est donc essentiel pour garantir le respect de cette obligation et protéger les livreurs. A cet effet, l'avant-projet de loi étend le contrôle des inspecteurs sociaux au respect de cette nouvelle obligation, comme c'est d'ailleurs déjà le cas pour les obligations d'emploi relatives aux envois de correspondance. Le présent avant-projet de loi facilite le contrôle des inspecteurs sociaux en imposant aux prestataires de services postaux auxquels l'obligation s'applique de transmettre à l'Institut belge des services postaux et des télécommunications des informations de nature économiques nécessaires au contrôle du respect de l'obligation. Les inspecteurs sociaux peuvent à leur tour s'enquérir auprès de l'Institut de ces informations, ainsi que toutes les informations utiles dont dispose l'Institut pour être en mesure de contrôler le respect de l'obligation (voy. notamment art. 55 et 76, Code pénal social).</p>	<p>Het doel van dit voorontwerp van wet kan enkel worden bereikt indien de verplichting om via de eigen bezorgers in loondienst (of, in voorkomend geval, via uitzendkrachten) pakketten te bezorgen, strikt wordt gehandhaafd door de aanbieders van postdiensten. De verplichting van de aanbieder is van algemene aard, zodat zij voor de bezorgers geen recht scheidt om een arbeidsverhouding in loondienst met een aanbieder te eisen. Controle door de sociale inspecteurs van de algemene directie Toezicht op de Sociale Wetten van de Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg is dan ook van essentieel belang om de naleving van deze verplichting te waarborgen en de bezorgers te beschermen. Daartoe breidt het voorontwerp van wet de controle van de sociale inspecteurs uit tot de naleving van deze nieuwe verplichting, zoals reeds het geval is voor de arbeidsverplichtingen in verband met brievenpost. Dit voorontwerp van wet vergemakkelijkt de controle van de sociale inspecteurs door de aanbieders van postdiensten waarop de verplichting van toepassing is te verplichten het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie de nodige informatie van economische aard door te geven om de naleving van de verplichting te controleren. De sociale inspecteurs kunnen op hun beurt het Instituut om deze informatie vragen, alsmede om alle nuttige informatie waarover het Instituut beschikt om te kunnen controleren of de verplichting wordt nageleefd (zie art. 55 en 76, Sociaal Strafwetboek).</p>
<p>Le présent avant-projet de loi prévoit par ailleurs la tenue d'un registre des travailleurs par les prestataires de services postaux soumis à la nouvelle obligation, permettant un meilleur contrôle de son respect. Il institue également une collaboration spécifique entre les inspecteurs sociaux de la Direction générale Contrôle des lois sociales du Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale et l'Institut, facilitant en particulier la transmission d'informations confidentielles nécessaires au contrôle du respect de l'obligation.</p>	<p>Het onderhavige voorontwerp van wet voorziet bovendien in het bijhouden van een register van de werknemers door de aanbieders van postdiensten die onderworpen zijn aan de nieuwe verplichting, wat een betere controle van diens naleving mogelijk maakt. Het voorziet ook in een specifieke samenwerking tussen de sociale inspecteurs van de algemene directie Toezicht op de Sociale Wetten van de Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg en het Instituut, waardoor in het bijzonder de verzending van vertrouwelijke inlichtingen die</p>

<p>En corollaire à ce contrôle par les inspecteurs sociaux, l'obligation doit être accompagnée de sanctions suffisamment sévères pour en dissuader le non-respect, tout en restant proportionnelles à la gravité d'une éventuelle infraction. Pour cette raison, le présent avant-projet de loi vise à insérer dans le Code pénal social une nouvelle disposition qui prévoit des sanctions de niveau 3 lorsque le pourcentage minimum de travailleurs salariés ou intérimaires distribuant des colis en Belgique n'est pas atteint. Afin de responsabiliser le prestataire, l'amende due suite à l'application de ces sanctions sera proportionnelle à la gravité de l'infraction. Des actions en cessation seront également possibles pour s'assurer du respect de l'obligation. La non-tenue du registre de manière conforme aux nouvelles dispositions prévues sera quant à elle sanctionnée d'une infraction de niveau 2 (à multiplier par le nombre de travailleurs concernés).</p>	<p>noodzakelijk zijn voor de controle van de naleving van de verplichting wordt vergemakkelijkt.</p> <p>Als logisch gevolg van deze controle door de sociale inspecteurs moet de verplichting gepaard gaan met voldoende strenge sancties om niet-naleving te ontmoedigen, waarbij de sancties wel in verhouding moeten staan tot de ernst van een eventuele overtreding. Daarom beoogt dit voorontwerp van wet in het Sociaal Strafwetboek een nieuwe bepaling op te nemen die voorziet in sancties van niveau 3 wanneer het minimumpercentage van werknemers in loondienst of uitzendkrachten die pakketten in België bezorgen, niet wordt gehaald. Om de verantwoordingsplicht van de aanbieder te vergroten, zal de geldboete die als gevolg van de toepassing van deze sancties verschuldigd is, in verhouding staan tot de ernst van de inbreuk. Er zullen ook handhavingsmaatregelen kunnen worden genomen om ervoor te zorgen dat de verplichting wordt nageleefd. Het niet bijhouden van het register overeenkomstig de nieuwe vastgestelde bepalingen zal worden bestraft als een overtreding van niveau 2 (te vermenigvuldigen met het aantal betrokken werknemers).</p>
<p><b>4. Compatibilité avec le droit de l'UE.</b></p>	<p><b>4. Verenigbaarheid met het EU-recht</b></p>
<p>Le présent avant-projet de loi est compatible avec les libertés consacrées aux articles 49 et 56 du Traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne (ci-après, « TFUE »). L'obligation de faire appel à des travailleurs salariés et, le cas échéant, à des travailleurs intérimaires pour la distribution de colis en Belgique s'applique à tout prestataire de services postaux, dès l'instant où ce dernier réalise un certain chiffre d'affaires sur les colis qu'il distribue en Belgique, ou qu'il distribue un certain nombre de colis en Belgique.</p> <p>L'obligation est applicable à des prestataires de services postaux établis en Belgique ou dans d'autres Etats membres, dès lors que ces prestataires sont actifs sur le marché belge, y compris indirectement par le biais de sous-traitants. L'application de la mesure à ces prestataires garantit</p>	<p>Dit voorontwerp van wet is verenigbaar met de vrijheden die zijn verankerd in de artikelen 49 en 56 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie (hierna "VWEU"). De verplichting om voor de distributie van pakketten in België werknemers in loondienst en, in voorkomend geval, uitzendkrachten in te zetten, geldt voor elke aanbieder van postdiensten, zodra deze laatste een bepaalde omzet behaalt op de pakketten die hij in België bezorgt, of een bepaald aantal pakketten in België bezorgt.</p> <p>De verplichting geldt voor aanbieders van postdiensten die zowel in België als in andere lidstaten zijn gevestigd, zolang deze aanbieders op de Belgische markt actief zijn, ook indirect via onderaannemers. De toepassing van de maatregel op deze aanbieders garandeert dat de verplichting</p>

<p>que l'obligation ne puisse être contournée par un prestataire établi dans un autre Etat membre mais distribuant néanmoins un nombre important de colis en Belgique.</p> <p>En imposant des conditions à respecter pour la distribution de colis en Belgique, l'obligation affecte la liberté d'établissement garantie à l'article 49 TFUE, dans la mesure où elle pourrait rendre moins attractive l'établissement d'un prestataire originaire d'un autre Etat membre en Belgique. Cela peut être le cas si ce prestataire n'a pas ou n'a pas suffisamment de travailleurs salariés pouvant être affectés à la distribution de colis en Belgique, sachant que le recours à de petits sous-traitants est limité et strictement encadré. Elle affecte également la liberté de prestation de services garantie à l'article 56 TFUE, dans la mesure où elle limite la possibilité pour un prestataire établi dans un autre Etat membre de faire appel à des petits sous-traitants pour la distribution de colis en Belgique. Cette obligation est néanmoins compatible avec ces libertés, dans la mesure où elle s'applique de façon non discriminatoire, se justifie par des raisons impérieuses d'intérêt général, est propre à garantir la réalisation de l'objectif qu'elle poursuit et ne va pas au-delà de ce qui est nécessaire pour l'atteindre (voy. entre autres CJUE, Gebhard, C-55/94, point 37). Cette mesure s'inscrit également dans la compétence des Etats membres de garantir le respect des exigences essentielles visées à l'article 9, alinéa 1er et l'article 2, point 19 de la directive 97/67/CE du Parlement Européen et du Conseil du 15 décembre 1997, telle que modifiée (ci-après, la « directive postale »).</p>	<p>ting niet kan worden omzeild door een aanbieder die in een andere lidstaat is gevestigd maar niettemin een aanzienlijk aantal pakketten in België bezorgt.</p> <p>Door voorwaarden te stellen aan de distributie van pakketten in België, tast de verplichting de in artikel 49 VWEU gewaarborgde vrijheid van vestiging aan, voor zover zij het voor een aanbieder uit een andere lidstaat minder aantrekkelijk zou kunnen maken om zich in België te vestigen. Dit kan het geval zijn indien de aanbieder geen of niet voldoende personeel in loondienst heeft dat kan worden ingezet voor de distributie van pakketten in België, aangezien de inschakeling van kleine onderaannemers beperkt en strikt gereguleerd is. Zij tast ook de door artikel 56 VWEU gewaarborgde vrijheid van dienstverrichting aan, voor zover zij de mogelijkheid voor een in een andere lidstaat gevestigde aanbieder beperkt om voor de distributie van pakketten in België een beroep te doen op kleine onderaannemers. Deze verplichting is niettemin verenigbaar met deze vrijheden voor zover zij zonder discriminatie wordt toegepast, wordt gerechtvaardigd door dwingende redenen van algemeen belang, geschikt is om de verwezenlijking van het nagestreefde doel te waarborgen en niet verder gaat dan nodig is voor het bereiken van dat doel (zie onder meer HvJ-EU, Gebhard, C-55/94, par. 37). Deze maatregel valt ook onder de bevoegdheid van de lidstaten om toe te zien op de naleving van de essentiële eisen zoals bedoeld in artikel 9, lid 1, en artikel 2, par.19, van Richtlijn 97/67/EG van het Europees Parlement en de Raad van 15 december 1997, zoals gewijzigd (hierna de "postrichtlijn" genoemd).</p>
<p>Premièrement, l'obligation visée par le présent avant-projet de loi s'applique de façon non discriminatoire à tout prestataire de services postaux qui réalise un certain chiffre d'affaires sur les colis qu'il distribue en Belgique, ou qui distribue un certain nombre de colis en Belgique. Ce critère ne différencie pas, même indirectement, les prestataires de services postaux sur la base de l'origine des services qu'ils fournissent ou de</p>	<p>Ten eerste is de in het voorontwerp van wet bedoelde verplichting op niet-discriminerende wijze van toepassing op elke aanbieder van postdiensten die een bepaalde omzet behaalt met pakketten dat hij in België bezorgt, of een bepaald aantal pakketten in België bezorgt. Dit criterium maakt geen onderscheid, zelfs niet indirect, tussen aanbieders van postdiensten op grond van de herkomst van de diensten die zij</p>

<p>leur Etat membre d'établissement (voy. CJUE, Commission c. Allemagne, C-490/04, point 86), ni, en cas d'établissement en Belgique sur la base de leur Etat membre d'origine (CJUE, Servizi Ausiliari Dottori Commercialisti, C-451/03, points 36-37).</p>	<p>aanbieden of op grond van hun lidstaat van vestiging (zie HvJ-EU, Commissie t. Duitsland, C-490/04, par. 86), en evenmin, in geval van vestiging in België, op grond van de lidstaat van herkomst (HvJ-EU, Servizi Ausiliari Dottori Commercialisti, C-451/03, par. 36-37).</p>
<p>Deuxièmement, l'obligation introduite par le présent avant-projet de loi a pour objectif de protéger et d'améliorer les conditions de travail des livreurs de colis, de lutter contre la fraude, notamment sociale et de prévenir les abus actuellement constatés dans le secteur. En effet, l'objectif est de garantir des conditions de travail respectueuses de la législation sociale et fiscale, et de mettre fin à une source structurelle de fraude sociale et fiscale. La jurisprudence européenne reconnaît explicitement que la protection sociale des travailleurs ainsi que la lutte contre la fraude, notamment sociale, et la prévention des abus sont des objectifs figurant au nombre des raisons impérieuses d'intérêt général susceptibles de justifier une restriction à la libre prestation des services ou à la liberté d'établissement (voy. CJUE, Čepelnik d.o.o. c. Michael Vavti, C-33/17, point 44, ainsi que CJUE, Commission c. Belgique, C-577/10, point 45; CJUE, De Clercq e.a., C-315/13, point 65; CJUE, Arblade e.a., C-369/96 et C-376/96, point 36, et CJUE, International Transport Workers' Federation and Finnish Seamen's Union, C-438/05, point 77 et s.). Ces raisons impérieuses d'intérêt général s'inscrivent d'ailleurs dans le cadre de l'exigence essentielle de l'article 2, point 19 de la directive postale, à savoir « le respect des conditions de travail et des régimes de sécurité sociale prévus par des dispositions législatives, réglementaires ou administratives et/ou par les conventions collectives négociées entre partenaires sociaux au niveau national ». Les mesures de contrôle et de sanction de l'obligation, notamment l'obligation de communication d'informations à l'Institut belge des services postaux et des télécommunications, sont inhérents aux objectifs précités et nécessaires pour vérifier et assurer le respect de l'obligation. Ces mesures connexes sont donc justifiées par les raisons impérieuses d'intérêt général précitées (voy. en ce sens CJUE, Arblade</p>	<p>Ten tweede heeft de bij dit voorontwerp van wet ingevoerde verplichting tot doel de arbeidsvoorwaarden van de pakketbezorgers te beschermen en te verbeteren, fraude, met name sociale fraude, te bestrijden en de thans in de sector geconstateerde misbruiken te voorkomen. Het doel is immers arbeidsvoorwaarden te garanderen die in overeenstemming zijn met de sociale en fiscale wetgeving, en een einde te maken aan een structurele bron van sociale en fiscale fraude. In de Europese rechtspraak wordt uitdrukkelijk erkend dat de sociale bescherming van werknemers, de bestrijding van fraude – met name sociale fraude – en de voorkoming van misbruik dwingende redenen van algemeen belang zijn die een beperking van het vrij verrichten van diensten of van de vrijheid van vestiging kunnen rechtvaardigen (zie HvJ-EU, Čepelnik d.o.o. t. Michael Vavti, C-33/17, par. 44, alsook HvJ-EU, Commissie t. België, C-577/10, par. 45; HvJ-EU, De Clercq e.a., C-315/13, par. 65; HvJ-EU, Arblade e.a., C-369/96 en C-376/96, par. 36, en HvJ-EU, International Transport Workers' Federation en Finnish Seamen's Union, C-438/05, par. 77 e.v.). Deze dwingende redenen van algemeen belang vallen binnen het kader van het essentiële vereiste van artikel 2, punt 19, van de postrichtlijn, namelijk "de naleving van arbeidsvoorwaarden en -omstandigheden en regelingen voor sociale zekerheid die in wettelijke of bestuursrechtelijke bepalingen zijn vastgelegd en/of via collectieve onderhandelingen tussen de nationale partners zijn overeengekomen". De controlemaatregelen en de sanctionering van de verplichting, met name de verplichting om informatie te verstrekken aan het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie, zijn inherent aan de bovengenoemde doelstellingen en noodzakelijk om de naleving van de verplichting te controleren en te waarborgen. Deze samenhangende maatregelen worden derhalve</p>

<p>e.a., point 38, ainsi que CJUE, dos Santos Palhota e.a., C-515/08, point 48).</p>	<p>gerechtvaardigd door de bovengenoemde dwingende redenen van algemeen belang (zie in die zin HvJ-EU, Arblade e.a., par. 38, en HvJ-EU, dos Santos Palhota e.a., C-515/08, par. 48).</p>
<p>Troisièmement, l'obligation introduite par l'avant-projet est adaptée pour répondre à ces raisons impérieuses d'intérêt général, dès lors que pour les raisons évoquées ci-dessus, elle permet d'améliorer les conditions de travail des livreurs de colis, de garantir le respect de la législation sur le droit du travail, ainsi que de lutter efficacement contre la fraude sociale et fiscale. Il en va de même pour les mesures de contrôle notamment les obligations de communication d'informations, qui sont nécessaires au fonctionnement de l'obligation.</p>	<p>Ten derde is de door het voorontwerp van wet ingevoerde verplichting geschikt om aan deze dwingende redenen van algemeen belang tegemoet te komen, aangezien zij het om de bovengenoemde redenen mogelijk maakt de arbeidsomstandigheden van de pakketbezorgers te verbeteren, de naleving van het arbeidsrecht te verzekeren en sociale en fiscale fraude doeltreffend te bestrijden. Hetzelfde geldt voor de controlemaatregelen, met name de rapportageverplichtingen, die noodzakelijk zijn voor de werking van de verplichting.</p>
<p>Finalement, l'obligation est également proportionnée au regard de ces raisons impérieuses d'intérêt général, n'allant pas au-delà de ce qui est nécessaire pour atteindre celles-ci. En effet, tel que souligné dans le présent exposé des motifs, les conditions de travail déplorables et la fraude sociale et fiscale générées par le recours par certains prestataires de services postaux à une multitude de petits sous-traitants pour la distribution de colis requiert une réponse structurelle, qui limite le recours à cette sous-traitance bien spécifique. Ainsi, une obligation qui n'aurait pas pour effet de limiter la sous-traitance à des petits prestataires pour la distribution de colis n'atteindrait pas les objectifs visés. Les objectifs précités ne peuvent d'ailleurs pas être atteints sur la base de la réglementation applicable aux prestataires postaux établis dans d'autres Etats membres (voy. en ce sens CJUE, Commission c. France, C-154/89, point 15).</p>	<p>Ten slotte is de verplichting ook in verhouding met deze dwingende redenen van algemeen belang, en gaat zij niet verder dan nodig is om deze te verwezenlijken. Zoals in deze memorie van toelichting wordt uiteengezet, vereisen de betreuwenswaardige arbeidsomstandigheden en de sociale en fiscale fraude die het gevolg zijn van het feit dat bepaalde aanbieders van postdiensten voor de pakkettendistributie een beroep doen op een groot aantal kleine onderaannemers, een structureel antwoord die het gebruik van deze zeer specifieke onderaanneming aan banden legt. Een verplichting die niet tot gevolg zou hebben dat onderaanbesteding aan kleine aanbieders voor de distributie van pakketten wordt beperkt, zou dus niet de gewenste doelstellingen bereiken. Bovendien kunnen bovengenoemde doelstellingen niet worden bereikt op basis van de regels die van toepassing zijn op in andere lidstaten gevestigde aanbieders van postdiensten (zie HvJ-EU, Commissie t. Frankrijk, C-154/89, par. 15).</p>
<p>L'obligation introduite par le présent avant-projet de loi offre dès lors une réponse structurelle, en limitant le recours à des petits sous-traitants pour tout prestataire d'une certaine taille qui distribue des colis en Belgique, de façon systématique et cohérente (voy. CJUE, Liga portu-</p>	<p>De bij dit voorontwerp van wet ingevoerde verplichting biedt dus een structureel antwoord, door het gebruik van kleine onderaannemers voor elke aanbieder van een zekere omvang die in België pakketten bezorgt, op systematische en coherente wijze te beperken (zie HvJ-EU, Liga</p>

<p>guesa de Futebol Profissional en Bwin International, C-42/07, point 61). Cette réponse structurée comporte néanmoins un nombre important de garanties, qui limitent l'obligation à ce qui est strictement nécessaire pour mettre fin au recours à une multitude de petits sous-traitants.</p> <p>Elle exclut ainsi notamment de son champ d'application les prestataires de services postaux qui ne réalisent pas un chiffre d'affaires important sur les colis distribués en Belgique, ou ne distribuent pas un nombre important de colis en Belgique. Ceci exclut donc de l'obligation les prestataires d'une taille plus réduite, à l'égard desquels l'obligation aurait moins de sens, pour les raisons susmentionnées. Ceci exclut également des prestataires de services postaux établis dans un autre Etat membre et distribuant des colis en Belgique de façon incidente. L'obligation n'affecte pas non plus le recours à des travailleurs intérimaires. En outre, l'obligation introduite n'interdit nullement la sous-traitance : elle se limite à empêcher un recours structurel à des petits sous-traitants pour la distribution de la majorité des colis, qui est la cause des problèmes décrits. Le recours à la sous-traitance reste possible, soit en faisant appel à des petits sous-traitants dans les limites susmentionnées, soit en faisant appel à des sous-traitants eux-mêmes soumis à l'obligation. L'augmentation progressive sur trois années du taux afférent à l'obligation laisse suffisamment de temps aux prestataires de services postaux pour s'adapter et respecter cette nouvelle obligation.</p> <p>Les règles en matière de tenue de registre et de communication d'informations à l'Institut belge des services postaux et des télécommunications sont également limitées aux informations strictement nécessaires pour permettre un contrôle du respect de l'obligation (voy. en ce sens CJUE, Commission c. Espagne, C-400/08, point 124). Les sanctions prévues sont proportionnelles et adaptées à la gravité de l'infraction constatée.</p>	<p>portuguesa de Futebol Profissional en Bwin International, C-42/07, par. 61). Dit structureel antwoord omvat echter een aanzienlijk aantal waarborgen, die de verplichting beperken tot wat strikt noodzakelijk is om een einde te maken aan de inschakeling van een groot aantal kleine onderaannemers.</p> <p>Meer bepaald worden aanbieders van postdiensten die geen aanzienlijke omzet behalen met in België bezorgde pakketten, of geen aanzienlijk aantal pakketten in België bezorgen, van het toepassingsgebied uitgesloten. Dit sluit dus kleinere aanbieders uit van de verplichting, waarvoor de verplichting om de hierboven genoemde redenen minder zinvol zou zijn. Ook aanbieders van postdiensten die in een andere lidstaat zijn gevestigd en incidenteel pakketten in België bezorgen, vallen erbuiten. De verplichting heeft evenmin gevolgen voor het gebruik van uitzendkrachten. Bovendien verbiedt de ingevoerde verplichting onderaanneming geenszins: zij beperkt zich ertoe te voorkomen dat voor de distributie van het merendeel van de pakketten structureel een beroep wordt gedaan op kleine onderaannemers, hetgeen de oorzaak is van de beschreven problemen. Onderaanneming blijft mogelijk, hetzij door gebruik te maken van kleine onderaannemers binnen de bovengenoemde grenzen, hetzij door onderaannemers in te schakelen die zelf aan de verplichting zijn onderworpen. De geleidelijke verhoging van het percentage van de verplichting over een periode van drie jaar geeft de aanbieders van postdiensten voldoende tijd om zich aan te passen en aan de nieuwe verplichting te voldoen.</p> <p>Ook de regels inzake het bijhouden van het register en het verstrekken van informatie aan het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie zijn eveneens beperkt tot de informatie die strikt noodzakelijk is om toezicht op de naleving van de verplichting mogelijk te maken (zie in dit verband HvJ-EU, Commissie t. Spanje, C-400/08, par. 124). De vastgestelde sancties zijn evenredig en staan in verhouding tot de ernst van de vastgestelde inbreuk.</p>
---	--

En conclusion, et pour chacune des raisons exposées ci-dessus, le présent avant-projet de loi ne va pas au-delà de ce qui est nécessaire pour la réalisation des objectifs de protection des travailleurs ainsi que de lutte contre la fraude, notamment sociale, et de prévention des abus. Il est dès lors compatible avec les libertés consacrées aux articles 49 et 56 TFUE.	Tot besluit, en om elk van de hierboven uiteengezette redenen, gaat het voorontwerp van wet niet verder dan wat nodig is om de doelstellingen van bescherming van de werknemers, bestrijding van fraude, met name sociale fraude, en het voorkomen van misbruik, te verwezenlijken. Het is derhalve verenigbaar met de in de artikelen 49 en 56 VWEU verankerde vrijheden.
<b>COMMENTAIRE ARTICLE PAR ARTICLE</b>	<b>ARTIKELSGEWIJZE TOELICHTING</b>
<b>Article 1<sup>er</sup></b>	<b>Artikel 1</b>
Cet article n'appelle pas de commentaire particulier.	Dit artikel behoeft geen bijzondere commentaar.
<b>Article 2</b>	<b>Artikel 2</b>
Cet article insère dans la loi postale les définitions de « services de livraison de colis », « colis » et « sous-traitant ». Ces définitions visent à clarifier la teneur des obligations introduites dans la loi postale par le présent avant-projet de loi.	Dit artikel voegt de definities van “pakketbezorgdiensten”, “pakket” en “onderaannemer” in de postwet in. Deze definities zijn bedoeld om de inhoud te verduidelijken van de verplichtingen die door dit voorontwerp van wet in de postwet worden ingevoerd.
Les définitions de « services de livraison de colis » et « colis » s’inspirent de celles du règlement (UE) 2018/644 du Parlement européen et du Conseil du 18 avril 2018 relatif aux services de livraison transfrontière de colis. La définition de « sous-traitant » diffère de celle du règlement précité pour l’adapter au champ d’application de la loi postale. Ainsi, il est fait référence dans cette définition à la notion de « prestataire de services postaux » et non de « prestataire de services de livraison de colis ». Le poids maximum des colis n’a pas non plus été retenu par rapport à la définition utilisée dans le règlement précité, tout envoi postal ayant par définition un poids maximum de 31,5 kilos sur la base de la loi postale.	De definities van “pakketbezorgdiensten” en “pakket” zijn gebaseerd op die van verordening (EU) 2018/644 van het Europees Parlement en de Raad van 18 april 2018 betreffende grensoverschrijdende pakketbezorgdiensten. De definitie van “onderaannemer” wijkt af van die van de voorgenoemde verordening om deze aan te passen aan het toepassingsgebied van de postwet. De definitie verwijst dus naar het begrip “aanbieder van postdiensten” en niet naar het begrip “aanbieder van pakketbezorgdiensten”. Het maximumgewicht van pakketten werd evenmin behouden ten opzichte van de in bovengenoemde verordening gehanteerde definitie, aangezien elke postzending op grond van de postwet per definitie een maximumgewicht van 31,5 kilo heeft.
La notion de services de livraison de colis, telle qu’insérée dans la loi postale par l’article 2 du présent avant-projet de loi, inclut également les envois à valeur ajoutée, y compris les services exprès, lorsqu’ils ont pour objet la levée, le tri	Het begrip pakketbezorgdienst, zoals in de postwet ingevoegd door artikel 2 van dit voorontwerp van wet, omvat ook zendingen met toegevoegde waarde, met inbegrip van de expresdiensten, wanneer zij de ophaling, de sortering, het

l'acheminement ou la distribution de colis. Il ressort en effet de la réglementation et de la jurisprudence qu'un envoi avec valeur ajoutée, c'est-à-dire un envoi s'accompagnant d'une prestation supplémentaire, doit être distingué du service universel en tant que service de base, mais reste inclus dans la notion d'envoi postal.

L'exposé des motifs de la loi postale de 2018 confirme au sujet de l'exprès (p.18) : « *Comme indiqué dans le considérant 18 de la Directive postale, les services express se distinguent substantiellement des services universels. Il s'agit en effet de services à valeur ajoutée. Tant en ce qui concerne la poste aux lettres qu'en ce qui concerne la distribution de colis, les services express tombent par conséquent en dehors du service universel, même lorsqu'il s'agit de services offerts à des tarifs unitaires* ».

Le considérant 18 de la directive postale 97/67 précise que les services de courrier exprès se distinguent du service postal universel par leur valeur ajoutée apportée aux clients, pour laquelle les clients acceptent de payer une somme plus élevée. La jurisprudence de la Cour de Justice de l'Union européenne ajoute que la différence essentielle entre ces services et le service postal universel réside dans la valeur ajoutée, quelle qu'en soit la forme, apportée par le service exprès aux clients et perçue par eux.

Dès lors, la meilleure façon de déterminer la valeur ajoutée perçue par les clients est d'examiner le surcoût que ceux-ci sont disposés à payer. De telles prestations correspondent à des services spécifiques, dissociables du service d'intérêt général, qui répondent à des besoins particuliers d'opérateurs économiques et qui exigent certaines prestations supplémentaires que le service postal traditionnel n'offre pas (CJUE, Ilves Jakelu, C-368/15, point 24 ; CJUE, Confetra e.a., C-259/16 et C-260/16, point 38 ; CJUE, Deutsche Post AG, C-203/18 et C-374/18, point 65). Des services de base assortis de prestations

vervoer of de distributie van pakketten tot doel hebben. Uit de reglementering en de rechtspraak blijkt immers dat een zending met toegevoegde waarde, dat wil zeggen een zending die gepaard gaat met een aanvullende dienst, moet worden onderscheiden van de universele dienst als basisdienst, maar nog altijd onder het begrip "postzending" valt.

De memorie van toelichting van de postwet van 2018 bevestigt in verband met expresdiensten het volgende (blz. 18): *"Zoals vermeld in overweging 18 van de Postrichtlijn, onderscheiden expresdiensten zich wezenlijk van universele postdiensten. Het gaat immers om diensten met toegevoegde waarde. Zowel wat brievenpost als wat pakketpost betreft vallen expresdiensten dus buiten de universele dienst, zelfs wanneer het gaat om tegen enkelstuktarieven aangeboden diensten"*.

Overweging 18 van Postrichtlijn 97/67 preciseert dat exprespostdiensten zich onderscheiden van de universele postdienst door de toegevoegde waarde die ze bieden aan de klanten, waarvoor de klanten bereid zijn een extra prijs te betalen. De rechtspraak van het Hof van Justitie van de Europese Unie voegt daaraan toe dat het wezenlijke verschil tussen deze diensten en universele postdiensten ligt in de waarde (in welke vorm dan ook) die de leveranciers van exprespostdiensten hebben toegevoegd en die de klanten hebben waargenomen.

De door de klanten waargenomen extra waarde kan dan ook het best worden bepaald door uit te gaan van de extra prijs die klanten bereid zijn te betalen. Dergelijke prestaties komen overeen met specifieke, van de dienst van algemeen belang dissocierbare diensten die beantwoorden aan bijzondere behoeften van de marktdeelnemers en een aantal bijkomende prestaties vergen, die de traditionele post niet aanbiedt (HvJ-EU, Ilves Jakelu, C-368/15, punt 24; HvJ-EU, Confetra e.a., C-259/16 en C-260/16, punt 38; HvJ-EU, Deutsche Post AG, C-203/18 en C-374/18, punt 65). Basisdiensten die gepaard gaan met aanvullende diensten kunnen een toegevoegde

<p>supplémentaires sont de nature à apporter une valeur ajoutée aux clients, qui sont ainsi disposés à payer un prix supérieur pour bénéficier des dites prestations.</p> <p>Des prestations supplémentaires, comme par exemple, l'enlèvement avec ou sans créneau horaire, le contrôle visuel de l'âge, le contre-remboursement, le port non payé jusqu'à 31,5 kilogrammes, le service de réexpédition, les instructions en cas d'échec de livraison ainsi que le choix du jour et de l'heure, fournies en lien avec un envoi, constitue un obstacle à considérer celui-ci comme étant un envoi effectué dans le cadre du service universel (CJUE, Deutsche Post AG, C-203/18 et C-374/18, point 68). La distinction entre le service universel et le service de courrier exprès, est dépourvu de toute pertinence quant à la nature des services visés à l'article 2, point 1, de la directive postale 97/67.</p> <p>La Cour de Justice a en effet établi que des entreprises fournissant des services de courrier exprès relèvent du champ d'application de la directive postale (CJUE, DHL International, C-148/10, points 30 et 52 ; CJUE, DHL Express (Austria), C-2/15, point 31 ; CJUE, Ilves Jakelu, C-368/15, point 29). Il s'en déduit que le courrier exprès relève bien de la notion de « services postaux », au sens de l'article 2, point 1, de cette directive postale. La Cour estime que la circonstance que de tels services apportent, le cas échéant, une valeur ajoutée n'est en effet pas susceptible de leur retirer leur qualité de « services postaux », au sens de cette disposition. (CJUE, Confetra e.a., C-259/16 et C-260/16, points 39 et 40). Il ressort de ces éléments que les envois exprès qui ont pour objet la livraison de colis sont aussi visés par la notion de services de livraison de colis et par conséquent par le nouvel article 5, §1/1.</p>	<p>waarde bieden aan de klanten, die aldus bereid zijn om een hogere prijs te betalen om die aanvullende diensten te krijgen.</p> <p>In verband met een zending aanvullende diensten, zoals ophaling met of zonder tijdsvenster, leeftijdscontrole op zicht, verzending onder rembours, verzending tot 31,5 kg op kosten van de ontvanger, doorzendingsdienst, instructies in geval van onbestelbaarheid en gewenste dag of gewenst tijdstip, staan eraan in de weg dat die zending als een zending in het kader van de „universele dienst” wordt beschouwd (HvJ-EU, Deutsche Post AG, C-203/18 en C-374/18, punt 68). Het onderscheid tussen de universele dienst en de exprespostdienst is totaal irrelevant wat betreft de aard van de diensten bedoeld in artikel 2, punt 1, van Postrichtlijn 97/67.</p> <p>Het Hof van Justitie heeft immers bepaald dat ondernemingen die exprespostdiensten aanbieden, onder het toepassingsgebied vallen van Postrichtlijn (HvJ-EU, DHL International, C-148/10, punten 30 en 52; HvJ-EU, DHL Express (Austria), C-2/15, punt 31; HvJ-EU, Ilves Jakelu, C-368/15, punt 29). Daaruit volgt dat exprespost wel degelijk onder het begrip “postdiensten” valt in de zin van artikel 2, punt 1, van die Postrichtlijn. Het hof is van oordeel dat de omstandigheid dat dergelijke diensten eventueel een toegevoegde waarde bieden, namelijk niet hun hoedanigheid van “postdiensten” in de zin van die bepaling kan ontnemen. (HvJ-EU, Confetra e.a., C-259/16 en C-260/16, punten 39 en 40). Uit deze elementen blijkt dat expreszendingen die de levering van pakketten tot doel hebben eveneens worden beoogd door de nieuwe notie van pakketleveringsdiensten en als gevolg hiervan door het nieuwe artikel 5, § 1/1.</p>
<b>Article 3</b>	<b>Artikel 3</b>
<p>Cet article modifie l'article 5 de la loi postale, afin d'y ajouter des nouveaux paragraphes 1/1, 1/2 et 1/3. L'article 5 de la loi postale concerne actuellement uniquement la présomption irréfragable d'emploi pour les activités de levée, tri ou</p>	<p>Dit artikel wijzigt artikel 5 van de postwet door invoeging van nieuwe paragrafen 1/1, 1/2 en 1/3. Artikel 5 van de postwet betreft momenteel enkel het onweerlegbare vermoeden van tewerkstelling voor de activiteiten van ophalen,</p>

<p>distribution d’envois de correspondance (voy. paragraphe 1er). Cette modification a pour effet de rassembler en un seul article de la loi postale les dispositions d’intérêt social pour le contrôle desquelles les inspecteurs sociaux de la Direction générale Contrôle des lois sociales du Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale sont compétents (voy. art. 5, paragraphe 2 tel que modifié).</p>	<p>sorteren of distributie van brievenpost (zie paragraaf 1). Deze wijziging heeft tot gevolg dat de bepalingen van sociaal belang voor de controle waarvan de sociale inspecteurs van de algemene directie Toezicht op de Sociale Wetten van de Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg bevoegd zijn (zie art. 5, paragraaf 2, zoals gewijzigd) gebundeld worden in één artikel van de postwet.</p>
<p>Paragraphe 1/1. Le nouveau paragraphe 1/1 alinéa 1er définit le champ d’application de la nouvelle obligation instaurée par les alinéas suivants.</p>	<p>Paragraaf 1/1 In het nieuwe paragraaf 1/1, eerste lid wordt de toepassingsveld van de nieuwe verplichting bepaald die door de volgende leden wordt ingevoerd.</p>
<p>Tel qu’indiqué dans l’exposé des motifs, ce champ d’application inclut tout prestataire de services postaux qui a réalisé au cours de l’année civile précédente un chiffre d’affaires annuel dégagé par les services de livraison de colis qu’il distribue en Belgique égal ou supérieur à 6.500.000 euros, ou qui a distribué en Belgique au cours de la même période, un nombre de colis égal ou supérieur à 1.100.000 (voy. paragraphe 1/1 nouveau, alinéa 1er).</p>	<p>Zoals in de algemene memorie van toelichting is aangegeven, valt onder dit toepassingsveld elke aanbieder van postdiensten die in het voorgaande kalenderjaar een jaalomzet heeft behaald uit pakketbezorgdiensten voor pakketten die hij in België bezorgt die gelijk is aan of hoger is dan 6.500.000 euro, of die in België in dezelfde periode een aantal pakketten heeft bezorgd dat gelijk is aan of hoger is dan 1.100.000 (zie nieuwe paragraaf 1/1, eerste lid).</p>
<p>En ce qui concerne la détermination des prestataires soumis à l’obligation, le seuil de chiffre d’affaires de 6.500.000 euros à prendre en considération par le prestataire de services postaux correspond au chiffre d’affaires réalisé pour les services de livraison de colis distribués en Belgique, soit par ce prestataire lui-même soit via un de ses sous-traitants. Le seuil de 1.100.000 en termes de volumes de colis postaux à prendre en considération par le prestataire de services postaux correspond au nombre total de colis distribués en Belgique soit par lui-même soit via un de ses sous-traitants (en ce compris par des sous-traitants eux-mêmes soumis à l’obligation).</p>	<p>Wat betreft de bepaling van de aanbieders die aan de verplichting onderworpen worden, stemt de omzeldrempel van 6.500.000 euro die de aanbieder van postdiensten in aanmerking moet nemen, overeen met de omzet die gerealiseerd is voor de pakketbezorgdiensten in België, hetzij door deze aanbieder zelf, hetzij via een van zijn onderaannemers. De drempel van 1.100.000 in termen van volumes van postpakketten die de aanbieder van postdiensten in aanmerking moet nemen, stemt overeen met het aantal pakketten die in België worden verdeeld, hetzij door hemzelf hetzij via zijn onderaannemers (met inbegrip van de onderaannemers die zelf aan de verplichting onderworpen zijn).</p>
<p>La distribution de colis par un prestataire inclut donc la distribution qui est effectuée pour son compte par un sous-traitant, que ce dernier entre lui-même dans le champ d’application de l’obligation ou non. Ainsi, un prestataire confiant l’entièreté de la distribution de colis en Belgique</p>	<p>De bezorging van pakketten door een aanbieder van postdiensten omvat de bezorging die voor zijn rekening wordt uitgevoerd door een onderaannemer, ongeacht of de onderaannemer al dan niet zelf onder de verplichting valt. Zo wordt een dienstverlener die de volledige distributie</p>

<p>à un sous-traitant est réputé distribuer ces colis au sens du paragraphe 1/1 nouveau. Ce sous-traitant sera à son tour lui-même également réputé distribuer ces colis au sens du paragraphe 1/1 nouveau. Au contraire, le pourcentage minimum visé à l’alinéa 3 et la base de calcul visée aux alinéas 4 et 5 ne prennent en considération que la distribution des colis par les sous-traitants qui ne rentrent pas dans le champ d’application de l’obligation.</p>	<p>van pakketten in België aan een onderaannemer toevertrouwt, geacht deze pakketten te bezorgen in de zin van het nieuwe lid 1/1. Deze onderaannemer wordt op zijn beurt ook geacht deze pakketten te bezorgen in de zin van het nieuwe lid 1/1. Het in het derde lid bedoelde minimumpercentage en de in het vierde en vijfde lid bedoelde berekeningsbasis houden daarentegen enkel rekening met de pakketdistributie door de onderaannemers die niet onder het toepassingsgebied van de verplichting vallen.</p>
<p>Dans la version néerlandaise du texte, le verbe « bezorgen » a trait à la distribution de colis et équivaut au verbe « distribuer » dans la version française du texte. Le seuil de 1.100.000 colis distribués en Belgique équivaut à une occupation à temps plein d’environ 50 livreurs, ce qui vise des prestataires assez importants pour faire appel à des petits sous-traitants de manière systématique et structurelle, notamment pour éviter la création d’une représentation syndicale. Le chiffre d’affaires de 6.500.000 euros équivaut à une distribution de 1.100.000 colis au tarif moyen pour l’envoi d’un colis national de 2 kilos en 2021, qui est de 5,88 euros (voy. Communication du Conseil de l’IBPT du 26 octobre 2021 concernant l’observatoire du marché des activités postales en Belgique pour 2020, pp. 45-46). La présence d’un seuil alternatif permet aux prestataires de déterminer plus facilement si l’obligation leur est applicable ou non, en particulier s’ils ne sont pas établis en Belgique. Elle empêche également la création de constructions visant à éviter une application de l’obligation. Il s’agit de chiffres auxquels les prestataires de services postaux ont aisément accès et qu’ils communiquent d’ailleurs souvent déjà à l’Institut belge des services postaux et des télécommunications ou à d’autres régulateurs nationaux, notamment sur la base du règlement (UE) 2018/644 du Parlement européen et du Conseil du 18 avril 2018 relatif aux services de livraison transfrontière de colis.</p>	<p>In de Nederlandse versie van de tekst verwijst het werkwoord “bezorgen” naar de distributie van pakketten en is het gelijkwaardig aan het werkwoord “distribuer” in de Franse versie van de tekst. De drempel van 1.100.000 in België bezorgde pakketten komt overeen met een voltijdse bezetting van ongeveer 50 bezorgers, waarmee aanbieders bedoeld worden die groot genoeg zijn om systematisch en structureel een beroep te doen op kleine onderaannemers, met name om de oprichting van een vakbondsvertegenwoordiging te vermijden. De omzet van 6.500.000 euro komt overeen met de distributie van 1.100.000 pakketten tegen het gemiddelde tarief voor de verzending van een nationaal pakket van 2 kilo in 2021, namelijk 5,88 euro (zie mededeling van de Mededeling van de Raad van het BIPT van 26 oktober 2021 betreffende het observatorium van de markt voor postactiviteiten in België voor 2020, p. 45-46). De aanwezigheid van een alternatieve drempel maakt het voor aanbieders gemakkelijker om te bepalen of de verplichting al dan niet op hen van toepassing is, in het bijzonder wanneer zij niet in België zijn gevestigd. Het voorkomt ook dat constructies worden bedacht om de toepassing van de verplichting te omzeilen. Dit zijn cijfers waar aanbieders van postdiensten gemakkelijk toegang tot hebben en die zij vaak al meedelen aan het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie of aan andere nationale regulators, onder andere op basis van verordening (EU) 2018/644 van het Europees Parlement en de Raad van 18 april 2018 betreffende grensoverschrijdende pakketbezorgdiensten.</p>

<p>La distribution de colis en Belgique signifie que la destination du colis est située sur le territoire national, même si l'activité de distribution a lieu au départ d'un autre Etat, par exemple lorsqu'un livreur effectue une tournée au départ d'un Etat limitrophe. Par contre, pour un prestataire établi en Belgique, il s'agit de colis nationaux ou transfrontières entrants au sens du règlement (UE) 2018/644 précité.</p>	<p>De distributie van pakketten in België houdt in dat de bestemming van het pakket zich op het nationale grondgebied bevindt, ook al vindt de distributie plaats vanuit een andere staat, bijvoorbeeld wanneer een bezorger een bedelingsronde uitvoert vanuit een naburige staat. Voor een in België gevestigde aanbieder gaat het daarentegen om binnenlandse of inkomende grensoverschrijdende pakketten in de zin van de hierboven vermelde verordening (EU) 2018/644.</p>
<p>Tel que précisé aux alinéas 1 et 4 du nouveau paragraphe 1/1, le chiffre d'affaires est calculé avant impôts et hors T.V.A sur une base consolidée, en prenant en compte toute entreprise liée au sens de l'article 1:20 du Code des sociétés et des associations. Le nombre de colis distribués par des prestataires liés est également additionné. En d'autres termes, tout groupe distribuant des colis en Belgique par le biais de différentes entités sera considéré dans son entièreté pour la détermination du champ d'application ratione personae de l'obligation.</p>	<p>Zoals bepaald in lid 1 en 4 van de nieuwe paragraaf 1/1, wordt de omzet berekend op een geconsolideerde basis, vóór belastingen en exclusief btw, rekening houdend met iedere verbonden ondernemingen in de zin van artikel 1:20 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen. Ook het aantal door verbonden aanbieders bezorgde pakketten wordt samengeteld. Met andere woorden, elke groep die in België via verschillende entiteiten pakketten bezorgt, zal voor het bepalen van het toepassingsveld ratione personae van de verplichting in zijn geheel worden beschouwd.</p>
<p>Le paragraphe 1/1 alinéa 2 édicte l'obligation pour les prestataires de services postaux visés à l'alinéa 1er, de faire appel exclusivement à des personnes qu'ils emploient en vertu d'un contrat de travail ou, lorsque le recours au travail intérimaire est autorisé, à des travailleurs intérimaires, à concurrence d'un pourcentage minimum déterminé à l'alinéa 3. Ce pourcentage s'applique à un ensemble de travailleurs constituant la base de calcul de ce pourcentage minimum. Cette base de calcul est décrite aux alinéas 4 et suivants.</p>	<p>Volgens paragraaf 1/1 lid 2 is elke in eerste lid bedoelde aanbieder van postdiensten verplicht uitsluitend een beroep op personen die hij krachtens een arbeidsovereenkomst tewerkstelt of, indien een beroep op uitzendarbeid is toegestaan, op uitzendkrachten, ten belope van een in lid 3 bepaald minimumpercentage. Dit percentage wordt toegepast op een geheel van werknemers die de berekeningsbasis voor dit minimumpercentage vormen. Deze berekeningsbasis wordt beschreven in de leden 4 en volgende.</p>
<p>Selon l'alinéa 3, le pourcentage minimum augmentera progressivement pour atteindre 80% à partir de 2025.</p>	<p>Volgens lid 3 zal het minimumpercentage vanaf 2025 geleidelijk stijgen tot 80%.</p>
<p>En vertu de l'alinéa 4, la base de calcul comprend toutes les personnes physiques distribuant des colis en Belgique pour le prestataire de services postaux visé à l'alinéa 1er, soit directement, soit indirectement en étant au service d'un de ses</p>	<p>Volgens lid 4 omvat de berekeningsbasis alle fysieke personen die de distributie van pakketten in België uitvoert voor de in het eerste lid bedoelde aanbieder van postdiensten, hetzij rechtstreeks, hetzij onrechtstreeks door in dienst te</p>

<p>sous-traitants non visés à l’alinéa 1er. Les travailleurs auquel fait appel un sous-traitant lui-même soumis aux obligations édictées par l’article 5 paragraphes 1/1 et 1/2 de la loi postale en sont donc exclus. Cela n’empêche nullement qu’un prestataire visé à l’alinéa 1er et qui a exclusivement recours à des grands sous-traitants eux-mêmes visés par l’alinéa 1er reste en principe soumis à l’obligation.</p>	<p>zijn van een van zijn niet in het eerste lid bedoelde onderaannemers. Werknemers die in dienst zijn van een onderaannemer die zelf aan de verplichtingen van artikel 5, paragrafen 1/1 en 1/2 van de postwet onderworpen is zijn dus uitgesloten. Dit belet geenszins dat een in het eerste lid bedoelde aanbieder die uitsluitend een beroep doet op grote onderaannemers die zelf ook in het eerste lid bedoeld zijn, in principe aan de verplichting onderworpen blijft.</p>
<p>L’alinéa 5 décrit les cinq catégories de travailleurs concernés. La cinquième catégorie est une catégorie résiduaire, destinée en particulier à faire entrer dans la base de calcul du pourcentage minimum les travailleurs au noir ou en situation illégale.</p> <p>Le critère d’emploi en vertu d’un contrat de travail est satisfait dès qu’un contrat de travail est conclu, peu importe le type de contrat de travail, les règles et le droit qui lui sont applicables, les modalités et les conditions spécifiques qui le régissent.</p> <p>En cas de modification de la nature de la relation de travail au cours d’une année civile, seules les activités de distribution de colis prestées par une personne lorsqu’elle était employée par le prestataire en question en vertu d’un contrat de travail (ou, le cas échéant, lorsqu’elle distribuait des colis pour ce prestataire en tant que travailleur intérimaire) sont comptabilisés. Le recours à des travailleurs intérimaires a lieu conformément à la loi du 24 juillet 1987 sur le travail temporaire, le travail intérimaire et la mise de travailleurs à la disposition d’utilisateurs ou à des législations équivalentes de droit étranger.</p>	<p>In lid 5 worden de vijf betrokken categorieën werknemers beschreven. De vijfde categorie is een restcategorie, met name bedoeld om in de berekening van het minimumpercentage werknemers in zwarte of illegale situaties op te nemen.</p> <p>Aan het criterium van tewerkstelling uit hoofde van een arbeidsovereenkomst is voldaan zodra een arbeidsovereenkomst is gesloten, ongeacht het soort arbeidsovereenkomst, de daarop toepasselijke regels en wetgeving, de modaliteiten en de specifieke voorwaarden die erop van toepassing zijn.</p> <p>In geval van wijziging van de aard van de werksrelatie in de loop van een kalenderjaar, worden enkel de activiteiten van pakketdistributie meegeteld die een persoon op basis van een arbeidsovereenkomst in dienst bij de aanbieder in kwestie heeft verricht (of, in voorkomend geval, wanneer die persoon als uitzendkracht pakketten bezorgde voor deze aanbieder). De inzet van uitzendkrachten geschiedt overeenkomstig de wet van 24 juli 1987 betreffende de tijdelijke arbeid, de uitzendarbeid en het ter beschikking stellen van werknemers ten behoeve van gebruikers, of overeenkomstig gelijkwaardige wetgeving naar buitenlands recht.</p>
<p>Selon l’alinéa 6, le pourcentage minimum visé à l’alinéa 3 et la base de calcul visée aux alinéas 4 et suivants sont déterminés sur base du nombre moyen annuel de travailleurs salariés, travailleurs intérimaires, travailleurs indépendants, affectés respectivement par le prestataire de services postaux visé à l’alinéa 1er ou par ses sous-</p>	<p>Volgens lid 6 worden het in lid 3 bedoelde minimumpercentage en de in de leden 4 en 5 bedoelde berekeningsbasis bepaald op basis van het gemiddelde jaarlijkse werknemers met een arbeidsovereenkomst, uitzendkrachten en onderaannemers die door de in het eerste lid bedoelde aanbieder van postdiensten of door zijn</p>

<p>traitants non visés à l’alinéa 1er, à la distribution de colis en Belgique pour ce prestataire de services postaux. L’occupation des travailleurs salariés, travailleurs intérimaires, travailleurs indépendants des sous-traitants non visés à l’alinéa 1er ne doit cependant être prise en compte qu’à concurrence de leur affectation à la distribution de colis en Belgique pour le prestataire de services postaux considéré.</p> <p>Ce nombre annuel moyen est calculé, en équivalent temps plein correspondant à 38 heures par semaine, en divisant par 365 le total des jours civils pendant lesquels, durant une année civile considérée, les personnes physiques visées ci-avant sont affectées, directement ou indirectement, à la distribution de colis en Belgique pour le prestataire de services postaux. En cas d’occupation à temps partiel, lorsque l’horaire effectif n’atteint pas les trois quarts de l’horaire qui aurait été le sien s’il avait été occupé à temps plein, le total des jours civils résultant de la règle générale est divisé par 2.</p> <p>Un mécanisme particulier de calcul est prévu en cas de suroccupation d’indépendant personne physique. Lorsque l’occupation d’un travailleur indépendant dépasse 8 heures par jour, le jour civil durant lequel le dépassement a été effectué est comptabilisé à concurrence de 1,5 jour civil pour le calcul du nombre annuel moyen. Ce malus de 50% correspond au sursalaire à payer en cas d’heures supplémentaires. Cette mesure vise à éviter un contournement des obligations.</p>	<p>niet in het eerste lid bedoelde onderaannemers voor de distributie van pakketten in België zijn aangesteld voor deze aanbieder van postdiensten. De tewerkstelling van werknemers in loondienst, uitzendkrachten en zelfstandigen van onderaannemers die niet in het eerste lid zijn bedoeld, wordt echter slechts in aanmerking genomen in zoverre zij worden ingezet voor de distributie van pakketten in België voor de betrokken aanbieder van postdiensten.</p> <p>Dit gemiddelde jaarlijkse aantal wordt berekend, in voltijdsequivalenten gelijk aan 38 uur per week, door het totale aantal kalenderdagen gedurende welke, gedurende een kalenderjaar, de bovenbedoelde fysieke personen direct of indirect worden ingezet voor de distributie van pakketten in België voor de betrokken aanbieder van postdiensten, te delen door 365. In het geval van deeltijdwerk, wanneer de werkelijke arbeidsduur niet driekwart van de voltijdse arbeidsduur bedraagt, wordt het totale aantal kalenderdagen die uit de algemene regel voortvloeien gedeeld door 2.</p> <p>Er is een speciaal rekenmechanisme voorzien in geval van overbezetting van een zelfstandige natuurlijke persoon. Wanneer een zelfstandige meer dan 8 uur per dag werkt, wordt de kalenderdag van de overschrijding in de berekening van het gemiddelde jaarlijkse aantal tot 1,5 kalenderdag geteld. Deze malus van 50% komt overeen met het overloon dat betaald moet worden in geval van overwerk. Deze maatregel is bedoeld om omzeiling van de verplichtingen te voorkomen.</p>
<p>Paragraphe 1/2. Le nouveau paragraphe 1/2 inséré dans l’article 5 par l’avant-projet de loi introduit l’obligation, pour tout prestataire de services postaux entrant dans le champ d’application du nouveau paragraphe 1/1, alinéa 1er, de tenir un registre des travailleurs distribuant pour lui des colis en Belgique, ventilé en cinq catégories de travailleurs, de manière à inclure en un seul registre toutes les informations nécessaires concernant les personnes physiques incluses dans la base de calcul de l’obligation édictée par</p>	<p>Paragraaf 1/2. De nieuwe paragraaf 1/2, dat door het voorontwerp van wet in artikel 5 wordt ingevoegd, voert voor elke aanbieder die onder het toepassingsgebied van de nieuwe paragraaf 1/1, eerst lid, valt, de verplichting in een register van werknemers bij te houden die voor hem in België pakketten bezorgt, verdeeld in vijf categorieën van werknemers in loondienst, zodat in één enkel register alle nodige gegevens worden opgenomen betreffende de natuurlijke perso-</p>

<p>l'article 5 paragraphe 1/1 de la loi postale, afin de faciliter tant aux entreprises concernées qu'aux autorités la vérification du respect de cette obligation.</p> <p>Ce registre devra, le cas échéant de manière électronique, être tenu et mis à jour en mentionnant certaines informations relatives aux travailleurs de chacune de ces catégories affectés à la distribution de colis. Les travailleurs visés par ce registre sont ceux occupant une fonction de livraison, et pas les travailleurs occupant une fonction de support (ressources humaines, comptabilité, ...) à la livraison. Pour chaque catégorie, le nombre de travailleurs concernés devra être évalué en équivalents temps plein, comme décrit au paragraphe 1/1 alinéa 6 et au paragraphe 1/2.</p> <p>La tenue de ce registre permet d'une part d'isoler les travailleurs affectés à la livraison de colis (hors services de supports) des autres travailleurs du prestataire de services postaux, et d'autre part d'évaluer le nombre total de travailleurs à considérer pour établir la base de calcul de l'obligation visée à l'article 5§1/1 nouveau de la loi postale, à laquelle est ensuite appliqué le pourcentage minimum de travailleurs visé à l'article 5 §1/1 alinéa 3 de la loi postale. La tenue de ce registre est donc nécessaire en vue de permettre de contrôler le respect de la nouvelle obligation. En effet, les informations reprises dans les listings Dimona (par exemple) de chaque prestataire de services postaux mentionnent les travailleurs salariés sans permettre d'isoler les travailleurs affectés à la livraison de colis et elles ne mentionnent pas les travailleurs indépendants. Les données doivent être conservées pendant une durée limitée dans le temps, fixée à cinq ans.</p>	<p>nen die deel uitmaken van de berekeningsgrondslag voor de in artikel 5, paragraaf 1/1, van de postwet neergelegde verplichting, zodat zowel de betrokken ondernemingen als de autoriteiten gemakkelijker kunnen nagaan of deze verplichting wordt nageleefd.</p> <p>Dit register zal, eventueel elektronisch, bijhouden en bijgewerkt moeten worden, waarbij bepaalde gegevens worden vermeld met betrekking tot de werknemers van elk van die categorieën die voor de pakketbezorging worden ingezet. De werknemers waarop dit register betrekking heeft, zijn werknemers in een uitvoerende functie, niet werknemers in een ondersteunende functie (HR, boekhouding, enz.) voor de distributie. Voor elke categorie zal het aantal betrokken werknemers in voltijdse equivalenten geëvalueerd moeten worden, zoals beschreven in paragraaf 1/1 lid 6 en in paragraaf 1/2.</p> <p>Het bijhouden van een dergelijk register maakt het enerzijds mogelijk de werknemers die zijn belast met de distributie van de pakketten (met uitzondering van de ondersteunende diensten) te isoleren van de andere werknemers van de aanbieder van postdiensten, en anderzijds het totale aantal in aanmerking te nemen werknemers te evalueren om de berekeningsbasis van de verplichting bedoeld in het artikel 5, nieuwe § 1/1, van de postwet te bepalen waarop vervolgens het minimumpercentage werknemers bedoeld in artikel 5, § 1/1, tweede lid, van de postwet toegepast wordt. Het bijhouden van het register is derhalve noodzakelijk om de naleving van de nieuwe verplichting te kunnen controleren. De informatie in de Dimona-lijsten (bijvoorbeeld) van elke aanbieder van postdiensten vermeldt immers alle werknemers, zonder dat de werknemers die zijn aangesteld voor de distributie van pakketten kunnen worden afgezonderd en ze vermelden de zelfstandigen niet. De gegevens moeten worden bewaard gedurende een beperkte periode, die is vastgesteld op vijf jaar.</p>
<p>Paragraphe 1/3. Le nouveau paragraphe 1/3 inséré dans l'article 5 par l'avant-projet de loi édicte des obligations de transparence à charge</p>	<p>Paragraaf 1/3. De nieuwe paragraaf 1/3 ingevoegd in artikel 5 door het voorontwerp van wet vaardigt transparantieplichtingen uit ten</p>

<p>des prestataires de services de livraison de colis postaux soumis à l'obligation visée au nouveau paragraphe 1/1.</p>	<p>laste van de aanbieders van pakketbezorgdiensten die onderworpen zijn aan de verplichting die beoogd wordt in de nieuwe paragraaf 1/1.</p>
<p>Afin de déterminer s'il entre dans le champ d'application, un prestataire de services postaux doit pouvoir déterminer sur une année civile (1) le nombre total de colis distribués en Belgique, sur base duquel le champ d'application de l'obligation est déterminé, (2) le nombre de colis distribués par ses salariés et, le cas échéant, par des travailleurs intérimaires auxquels il a recouru, et (3) le nombre de colis sous-traités à des prestataires n'étant pas soumis à l'obligation. Afin de faciliter le contrôle du respect de l'obligation, les prestataires de services postaux y étant soumis doivent communiquer chaque année ces informations à l'Institut belge des services postaux et des télécommunications (voy. paragraphe 1/3, alinéas 1er et 2).</p> <p>Le nombre de colis distribués en Belgique (c'est-à-dire de colis nationaux et transfrontières entrants) doit déjà être communiqué par de nombreux prestataires à l'Institut pour le 30 juin de chaque année, en vertu du règlement (UE) 2018/644 précité. Le présent avant-projet de loi introduit une ventilation supplémentaire entre colis distribués (i) par ses propres salariés et, le cas échéant, par des travailleurs intérimaires auquel il est fait appel, (ii) par des sous-traitants soumis à l'obligation, et (iii) par des sous-traitants n'étant pas soumis à l'obligation. A des fins de contrôle de l'obligation, le prestataire communique également, pour chaque sous-traitant, le nombre de colis pour lesquels il a été fait appel à ce dernier et son identité.</p>	<p>Om te bepalen of hij binnen het toepassingsgebied valt en om de berekeningen te kunnen maken die nodig zijn voor de toepassing van de verplichting van paragraaf 1/1, moet een aanbieder van postdiensten in staat zijn om over een kalenderjaar de volgende elementen te bepalen: (1) het totale aantal in België bezorgde pakketten, op basis waarvan het toepassingsgebied van de verplichting wordt bepaald, (2) het aantal pakketten dat is bezorgd door zijn werknemers en, in voorkomend geval, door uitzendkrachten op wie hij een beroep heeft gedaan, en (3) het aantal pakketten dat is uitbesteed aan aanbieders die niet onder de verplichting vallen. Om het toezicht op de naleving van de verplichting te vergemakkelijken, moeten de onder de verplichting vallende aanbieders van postdiensten deze informatie jaarlijks meedelen aan het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie (zie paragraaf 1/3, eerste en tweede leden).</p> <p>Het aantal in België bezorgde pakketten (d.w.z. binnenlandse en inkomende grensoverschrijdende pakketten) moet door vele aanbieders reeds tegen 30 juni van elk jaar aan het Instituut worden meegedeeld, op grond van voornoemde verordening (EU) 2018/644. Dit voorontwerp van wet voert een verdere uitsplitsing in tussen pakketten die worden bezorgd (i) door eigen werknemers en, in voorkomend geval, door uitzendkrachten waarop een beroep wordt gedaan, (ii) door onderaannemers die aan de verplichting zijn onderworpen, en (iii) door onderaannemers die niet aan de verplichting zijn onderworpen. Met het oog op het toezicht op de naleving van de verplichting deelt de aanbieder tevens voor elke onderaannemer het aantal pakketten mee waarvoor op de onderaannemer een beroep is gedaan, alsmede zijn identiteit.</p>
<p>Afin de permettre aux prestataires de services postaux d'organiser une ventilation entre sous-traitants soumis ou non à l'obligation, l'Institut dressera, pour information, une liste indicative</p>	<p>Om de aanbieders van postdiensten in staat te stellen een uitsplitsing te maken tussen de onderaannemers voor wie de verplichting geldt en de onderaannemers voor wie die niet geldt, stelt</p>

<p>des prestataires soumis à l'obligation, qu'il publiera sur son site internet.</p> <p>L'inclusion d'un prestataire sur cette liste est basée sur les chiffres communiqués par ce prestataire à l'Institut pour l'année civile précédente. Tout prestataire indiqué sur cette liste peut être considéré par des tiers donneurs d'ordre comme étant soumis à l'obligation jusqu'à la publication d'une nouvelle liste. L'inclusion (ou non) d'un prestataire sur la liste n'a d'effet qu'à l'égard des tiers donneurs d'ordre et non quant à l'application effective ou non de l'obligation au prestataire.</p>	<p>het Instituut voor elk kalenderjaar een lijst op van de onderaannemers voor wie de verplichting geldt, en maakt deze lijst bekend op zijn website.</p> <p>De opname van een aanbieder in deze lijst is gebaseerd op de cijfers die deze aanbieder in het voorgaande kalenderjaar aan het Instituut heeft meegedeeld. Elke in deze lijst opgenomen aanbieder kan door derde-opdrachtgevers worden beschouwd als een aanbieder die aan de verplichting is onderworpen, totdat het volgende jaar een nieuwe lijst wordt gepubliceerd. Het (al dan niet) opnemen van een aanbieder in de lijst heeft enkel gevolgen ten aanzien van derde-opdrachtgevers en niet ten aanzien van de daadwerkelijke toepassing van de verplichting op de aanbieder.</p>
<p>Dans le cadre de la répartition de compétences administratives entre l'Institut d'une part et les inspecteurs sociaux de la Direction générale Contrôle des lois sociales du Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale, d'autre part, l'Institut rassemble les données économiques énumérées au nouvel article 5, § 1/3 qui lui sont communiquées par les prestataires de services postaux, ainsi que toute autre information complémentaire utile demandée aux prestataires de services postaux en vertu de l'article 26 de la loi postale.</p> <p>L'Institut peut poursuivre et au besoin sanctionner la non-transmission de ces informations ou la transmission d'informations incorrectes. Le contrôle du respect et le cas échéant la poursuite et la sanction du non-respect des obligations spécifiques édictées à l'article 5, §1/1 et 1/2 inséré dans la loi postale par le présent avant-projet est cependant de la compétence des inspecteurs sociaux compétents et des juridictions.</p>	<p>In het kader van de verdeling van de administratieve bevoegdheden tussen het Instituut enerzijds en anderzijds de sociale inspecteurs van de algemene directie Toezicht op de Sociale Wetten van de Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg, verzamelt het Instituut de economische gegevens opgesomd in het nieuwe artikel 5, § 1/3, die eraan worden meegedeeld door de aanbieders van postdiensten, alsook alle andere nuttige aanvullende gegevens die krachtens artikel 26 van de postwet worden gevraagd aan de aanbieders van postdiensten.</p> <p>Het Instituut kan het niet verzenden van deze gegevens of de verzending van incorrecte gegevens vervolgen en desnoods bestraffen. De controle van de naleving en eventueel de vervolging en de bestraffing van de niet-naleving van de specifieke verplichtingen van artikel 5, § 1/1, en 1/2 dat door het onderhavige voorontwerp van wet ingevoegd wordt in de postwet, valt onder de bevoegdheid van de bevoegde sociale inspecteurs en van de rechtbanken.</p>
<p>L'ensemble des obligations ainsi créées est nécessaire pour garantir le respect des exigences essentielles, lesquelles incluent notamment, en vertu de l'article 2.19° de la directive postale : «</p>	<p>Het geheel van de aldus ingevoerde verplichtingen is noodzakelijk om de naleving te waarborgen van de essentiële eisen, welke met name, krachtens artikel 2.19° van Richtlijn 97/67, "de</p>

<p>le respect des conditions de travail et des régimes de sécurité sociale prévus par des dispositions législatives, réglementaires ou administratives et/ou par les conventions collectives négociées entre partenaires sociaux au niveau national, conformément au droit communautaire et à la législation nationale ».</p>	<p>naleving van arbeidsvoorwaarden en -omstandigheden en regelingen voor sociale zekerheid die in wettelijke of bestuursrechtelijke bepalingen zijn vastgelegd en/of via collectieve onderhandelingen tussen de sociale partners op nationaal niveau zijn overeengekomen, in overeenstemming met het communautaire en het nationale recht” omvatten.</p>
<p>Paragraphe 2. Les compétences des inspecteurs sociaux de la Direction générale Contrôle des lois sociales du Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale sont étendues aux nouvelles obligations insérées à l'article 5, paragraphes 1/1 et 1/2 (voy. paragraphe 2 tel que modifié). Vu le caractère social de la mesure et les sanctions pénales prévues, il est en effet indiqué que les inspecteurs sociaux soient chargés du contrôle de ces obligations. Les inspecteurs sociaux peuvent requérir des autres administrations les informations utiles sur demande (art. 55, Code pénal social). Ils informent l'Institut des procédures éventuelles contre des prestataires (voy. article 5, §2).</p>	<p>Paragraaf 2. De bevoegdheden van de sociale inspecteurs van de algemene directie Toezicht op de Sociale Wetten van de Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg worden uitgebreid tot de nieuwe verplichtingen die in artikel 5, paragrafen 1/1 en 1/2 worden ingevoegd (zie paragraaf 2, zoals gewijzigd). Gezien de sociale aard van de maatregel en de voorziene strafrechtelijke sancties is het inderdaad passend dat de sociale inspecteurs worden belast met het toezicht op deze verplichtingen. De sociaal inspecteurs kunnen op verzoek nuttige inlichtingen bij andere administraties opvragen (art. 55, Sociaal Strafwetboek). De sociaal inspecteurs stellen het Instituut in kennis van eventuele procedures tegen aanbieders (zie artikel 5, §2).</p>
<p><b>Articles 4, 5 et 6</b></p>	<p><b>Artikelen 4, 5 en 6</b></p>
<p>Ces trois articles ont trait à la création de sanctions spécifiques dans le Code pénal social punissant le prestataire de services postaux, en ce compris son mandataire ou son préposé, qui a distribué des colis en Belgique sans respecter le pourcentage minimum de travailleurs requis par l'article 5 paragraphe 1/1 nouveau de la loi postale ou qui ne s'est pas conformé à l'obligation de tenir un registre des travailleurs distribuant ces colis, conformément à l'article 5, nouveau paragraphe 1/2 de la loi postale.</p>	<p>Deze drie artikelen hebben betrekking op de invoering van specifieke sancties in het Sociaal Strafwetboek die de aanbieder van postdiensten, waaronder zijn gevolmachtigde of zijn aangestelde, bestraffen die in België pakketten bezorgd heeft zonder het bij artikel 5, nieuwe paragraaf 1/1 van de postwet voorgeschreven minimumpercentage van werknemers na te leven, of die zich niet heeft gevoegd naar de verplichting om een register bij te houden van de werknemers die deze pakketten bezorgen, overeenkomstig artikel 5, nieuwe paragraaf 1/2 van de postwet.</p>
<p>Dans l'article 180/1 nouveau du Code pénal social, inséré par l'article 5 du présent avant-projet de loi, il est opté pour l'application d'une sanction de niveau 3 en cas de non-respect du pourcentage minimum de travailleurs prescrit par</p>	<p>In het nieuwe artikel 180/1 van het Sociaal Strafwetboek, dat bij artikel 5 van dit voorontwerp van wet wordt ingevoegd, wordt gekozen voor een sanctie van niveau 3 in geval van niet-naleving van het minimumpercentage werknemers</p>

<p>l'article 5,§1/1 nouveau de la loi postale. L'amende qui résulte de cette sanction est multipliée par le nombre de travailleurs supplémentaires que le prestataire de services postaux aurait dû employer en vertu d'un contrat de travail ou pour lesquels il aurait dû faire appel à une entreprise de travail intérimaire au cours d'une année civile pour distribuer le nombre minimum de colis requis par la loi postale.</p>	<p>voorgeschreven door artikel 5, nieuwe § 1/1 van de postwet. De uit deze sanctie voortvloeiende geldboete wordt vermenigvuldigd met het aantal extra werknemers dat de aanbieder van postdiensten op grond van een arbeidsovereenkomst in dienst had moeten nemen of waarvoor hij in de loop van een kalenderjaar een beroep had moeten doen op een uitzendbureau om het krachtens de postwet vereiste minimumaantal pakketten te bezorgen.</p>
<p>Dans l'article 180/2 nouveau du Code pénal social, inséré par l'article 5 du présent avant-projet de loi, il est opté pour l'application d'une sanction de niveau 2 en cas de non-teneur ou de non-conservation d'un registre approprié. L'amende de niveau 2 est multipliée par le nombre de travailleurs concernés par le manquement.</p>	<p>In het nieuwe artikel 180/2 van het Sociaal Strafwetboek, dat bij artikel 5 van dit voorontwerp van wet wordt ingevoegd, wordt gekozen voor een sanctie van niveau 2 voor het niet bijhouden of het niet-bewaren van een gepast register. De boete van niveau 2 wordt vermenigvuldigd met het aantal werknemers (en uitzendkrachten) waarop dat verzuim betrekking heeft.</p>
<p>La création de ces nouvelles sanctions spécifiques nécessite l'établissement, par l'article 5 du présent avant-projet de loi, dans le livre 2 du Code pénal social, d'un nouveau chapitre 4/1 intitulé « Distribution de colis par un prestataire de services postaux » et contenant lesdits articles 180/1 et 180/2 nouveaux.</p>	<p>De invoering van deze nieuwe specifieke sanctie vereist de invoering, bij artikel 5 van dit voorontwerp van wet, van een nieuw hoofdstuk 4/1 in boek 2 van het Sociaal Strafwetboek, luidende "Distributie van pakketten door een aanbieder van postdiensten" en dat de genoemde nieuwe artikelen 180/1 en 180/2 bevat.</p>
<p><b>Article 7</b></p>	<p><b>Artikel 7</b></p>
<p>Cet article ajoute aux infractions listées à l'article XVII.2 du Code de droit économique le non-respect des dispositions de l'article 5, § 1/1 nouveau de la loi postale.</p> <p>L'article XVII.2 du Code de droit économique liste des infractions, notamment en matière sociale, dont le président du tribunal de l'entreprise peut constater l'existence et ordonner également la cessation. Une telle action peut être introduite auprès du président du tribunal de l'entreprise, entre autres par les inspecteurs sociaux (voy. art. 42, Code pénal social).</p>	<p>Dit artikel voegt aan de in artikel XVII.2 van het Wetboek van economisch recht opgesomde overtredingen de niet-naleving toe van de bepalingen van artikel 5, nieuwe § 1/1 van de postwet.</p> <p>Artikel XVII.2 van het Wetboek van economisch recht geeft een opsomming van overtredingen, met name op sociaal gebied, die de voorzitter van de rechtbank van koophandel kan vaststellen en ook kan doen ophouden. Een dergelijke vordering kan worden ingediend bij de voorzitter van de rechtbank van koophandel, onder meer door de sociale inspecteurs (zie artikel 42, Sociaal Strafwetboek).</p>
<p>Bien que les sanctions de niveau 3 prévues à l'article 180/1 nouveau du Code pénal social aient un effet dissuasif, il ne peut être exclu que des</p>	<p>Hoewel de sancties van niveau 3 bepaald in het nieuwe artikel 180/1 van het Sociaal Strafwetboek een afschrikkende werking hebben, kan</p>

<p>prestataires refusent néanmoins de se conformer à l'obligation d'emploi salarié ou intérimaire de l'article 5, § 1/1 nouveau de la loi postale en se contentant de payer les amendes auxquelles ils seraient condamnés. La possibilité d'une action en cessation permet dès lors de garantir qu'un prestataire dont il est avéré qu'il ne respectera pas l'obligation précitée soit contraint de limiter ou mettre fin au recours à des petits sous-traitants lors de l'année en cours et de faire appel à des livreurs occupés en vertu d'un contrat de travail (ou, lorsque le recours au travail intérimaire est permis, à des travailleurs intérimaires), pour assurer la distribution du nombre minimum applicable de colis. Afin de déterminer si de telles mesures s'imposent, divers éléments peuvent être pris en compte, tels qu'un nombre manifestement insuffisant de livreurs salariés par rapport au nombre habituel de colis distribués par ce prestataire, le taux de recours à des sous-traitants lors des mois écoulés de l'année en cours, ainsi qu'un éventuel non-respect de l'obligation les années précédentes.</p>	<p>niet worden uitgesloten dat aanbieders niettemin weigeren te voldoen aan de verplichting om werknemers of uitzendkrachten in dienst te nemen krachtens artikel 5, nieuwe § 1/1 van de postwet door eenvoudigweg de geldboetes te betalen waartoe zij zouden worden veroordeeld. De mogelijkheid van een vordering tot staking zorgt er dus voor dat een aanbieder waarvan duidelijk is dat hij de bovengenoemde verplichting niet zal nakomen, gedwongen wordt het gebruik van kleine onderaannemers in het lopende jaar te beperken of te beëindigen en een beroep te doen op bezorgers met een arbeidsovereenkomst (of, indien het gebruik van uitzendkrachten is toegestaan, van uitzendkrachten) om de distributie van het toepasselijke minimumaantal pakketten te garanderen. Om te bepalen of dergelijke maatregelen noodzakelijk zijn, kan rekening worden gehouden met verschillende factoren, zoals een duidelijk ontoereikend aantal bezorgers in loondienst in verhouding tot het gebruikelijke aantal door die aanbieder bezorgde pakketten, de mate waarin in de voorgaande maanden van het lopende jaar gebruik is gemaakt van onderaannemers, en eventuele niet-naleving van de verplichting in voorgaande jaren.</p>
<p><b>Article 8</b></p>	<p><b>Artikel 8</b></p>
<p>Cet article vise à instaurer une collaboration entre l'Institut et les inspecteurs sociaux de la Direction générale Contrôle des lois sociales du Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale, en vue de permettre à celle-ci de contrôler et de faire respecter les paragraphes 1/1 et 1/2 de l'article 5, insérés dans la loi postale par l'article 3 du présent projet de loi. L'article 14 §3 de la loi organique de l'Institut du 17 janvier 2003 énonce que « <i>Dans le cadre de la coopération avec les autorités énumérées au point 3 du paragraphe précédent, les membres du Conseil et les membres du personnel de l'Institut peuvent communiquer à ces autorités des informations confidentielles dont ils ont connaissance dans l'exercice de leur fonction dans la mesure où cette communication est nécessaire pour</i></p>	<p>Dit artikel beoogt een samenwerking in te stellen tussen het Instituut en de sociale inspecteurs van de algemene directie Toezicht op de Sociale Wetten van de Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg, opdat deze directie de paragrafen 1/1 en 1/2 van artikel 5, die zijn ingevoegd in de postwet door artikel 3 van het onderhavige wetsontwerp, kan controleren en doen naleven. Artikel 14, § 3, van de organieke wet van het Instituut van 17 januari 2003 bepaalt: "<i>In het kader van de samenwerking met de in de vorige paragraaf onder punt 3 opgesomde instanties kunnen de leden van de Raad en de leden van het personeel van het Instituut vertrouwelijke informatie waarvan ze kennis hebben in het kader van de uitvoering van hun functie, meedelen aan deze instanties.</i>".</p>

<p><i>l'accomplissement des missions de ces autorités.</i> ».</p>	
<p style="text-align: center;"><b>Article 9</b></p>	<p style="text-align: center;"><b>Artikel 9</b></p>
<p>Cet article précise la date d'entrée en vigueur de la loi, soit le 1er janvier 2023. L'obligation auxquelles sont soumises les entreprises dépassant certains seuils de faire appel à des travailleurs salariés ou intérimaires à concurrence d'un pourcentage minimum de travailleurs pour la distribution de colis en Belgique est donc applicable dès l'année civile 2023. Cette entrée en vigueur ne porte pas préjudice à l'obligation de communiquer des informations concernant l'année civile 2022 à l'Institut belge des services postaux et des télécommunications en vertu de l'article 5, § 1/3 nouveau, alinéa 1er de la loi postale.</p>	<p>Dit artikel specificeert de datum van inwerkingtreding van de wet, namelijk 1 januari 2023. De verplichting waaraan de ondernemingen onderworpen zijn die bepaalde drempels overschrijden werknemers in loondienst of uitzendkrachten ten belope van een minimumpercentage van werknemers in te zetten voor de distributie van pakketten in België is derhalve van toepassing vanaf het kalenderjaar 2023. Deze inwerkingtreding doet geen afbreuk aan de verplichting om informatie betreffende het kalenderjaar 2022 mee te delen aan het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie overeenkomstig artikel 5, nieuwe § 1/3, eerste lid van de postwet.</p>